



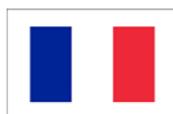
FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL



Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique de l'Ouest

## Annexes du rapport annuel de l'AF 2019

Juin 2019



## Table des matières

Tableau 1. Séminaires organisés au cours de l'année fiscale 2019 .....	3
Tableau 2. Stages d'immersion organisés au cours de l'année fiscale 2019 .....	4
Tableau 3. Exécution du programme de travail de l'AF 2019 .....	5
Tableau 4. Synthèse du cadre logique stratégique 2017-2022 .....	39
Tableau 5. Séminaires régionaux prévus pour l'année fiscale 2020.....	40
Tableau 6. Programme d'apprentissage par les pairs – Voyages d'études prévus.....	41
Tableau 7. Missions prévues par pays en administration douanière.....	42
Tableau 8. Missions prévues par pays en administration fiscale.....	43
Tableau 9. Missions prévues en gestion des dépenses publiques (budget) .....	45
Tableau 10. Missions prévues par pays en gestion des dépenses publiques (comptabilité et Trésor) .....	46
Tableau 11. Missions prévues par pays en statistiques des finances publiques.....	47
Tableau 12. Missions prévues par pays en statistiques du secteur réel.....	49
Tableau 13. Missions prévues par pays et institution en gestion de la dette .....	50
Tableau 14. Missions prévues par pays en supervision et restructuration bancaires .....	51
Tableau 15. Missions prévues par pays en analyses macroéconomique et budgétaire ...	52
Tableau 16. Programme de travail de l'AF 2020.....	54

**Tableau 1. Séminaires organisés au cours de l'année fiscale 2019**

Domaine	Thème	Lieu	Date	Partenaires	Participants
Administrations douanière et fiscale	La présentation et la gestion des fonctionnalités du nouvel outil d'information fiscale et financière (ISORA)	Abidjan	28 mai-1 <sup>er</sup> juin	AFC	20
Administration douanière	Lutter avec efficacité contre la fraude à la valeur en douane.	Lomé	5-9 novembre 2018	CNUCED	31
Analyse macroéconomique et budgétaire	Interrelations entre les comptes macroéconomiques et robustesse des modèles de cadrage des pays de l'Afrique de l'Ouest	Cotonou	12-16 novembre 2018		30
	Cours ICD sur Programmation et politiques financières	Dakar	7-18 mai 2018	ICD	30
	Cours ICD sur Programmation et politiques financières	Dakar	28 avril – 10 mai 2019	ICD	30
Dettes et développement des marchés financiers	L'utilisation du nouveau cadre de viabilité de la dette pour les pays à faible revenu (CVD)	Cotonou	14-18 mai 2018	SPR	25
Gestion des dépenses publiques-Trésor	Contrôle interne comptable pour une comptabilité d'exercice performante.	Dakar	10-14 décembre 2018	Commission de l'UEMOA	32
Supervision bancaire	Mise en œuvre des réformes prudentielles à la suite de la finalisation de l'accord de Bâle III	Conakry	10-14 décembre 2018		22
Statistiques des finances publiques	Élargissement du champ de couverture aux sous-secteurs des collectivités locales et aux unités extrabudgétaires.	Bissau	7-11 janvier 2019		36
Dettes et développement des marchés financiers	Le rôle du gestionnaire de la dette dans la gestion des engagements financiers éventuels	Cotonou	28 janvier-1 <sup>er</sup> février		26
Statistique du secteur réel	Atelier sur l'exhaustivité de la mesure du PIB dans les comptes nationaux selon le système de comptabilité nationale de 2008 (SCN 2008)	Dakar	15-19 avril 2019		30

**Tableau 2. Stages d'immersion organisés au cours de l'année fiscale 2019**

<b>Domaine</b>	<b>Sujet du stage</b>	<b>Pays hôte</b>	<b>Date</b>	<b>Bénéficiaire</b>
Administration douanière	La réappropriation de l'évaluation en douane, au profit du Niger.	Mauritanie	18-22 juin 2018	3 cadres du Niger.
Administration douanière	La réappropriation de l'évaluation en douane, au profit du Burkina Faso.	Mauritanie	23-27 juillet 2018	3 cadres du Burkina Faso.
Administration fiscale	Gestion du contentieux au profit de l'office togolais des recettes	Cameroun	1 <sup>er</sup> -5 octobre	3 cadres du Togo.
Gestion des dépenses publiques	Expérience pratique de mise en œuvre du budget-programme	Mali	10-14 décembre 2018	3 cadres de Mauritanie, 01 cadre du Sénégal et 01 cadre du Togo
Supervision bancaire	Outil de notation des banques.	Maroc	14-18 mai 2018	2 cadres de la Mauritanie
Administration fiscale	Audit et Contrôle interne au profit de la Direction générale des impôts du Niger.	Togo	25-29 mars 2019	4 cadres du Niger.

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Administration douanière

Exécution au 30 avril 2019

Tableau 3. Exécution du programme de travail de l'AF 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines- personnes				Ressources utilisées en semaines- personnes				Statut/Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Meilleure cohérence dans la sélectivité des contrôles basée sur le risque	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Sept.18	1	0	2	3	1	0	2	3	Réalisé
Bénin	Meilleure cohérence dans la sélectivité des contrôles basée sur le risque	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Jan. 2019	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Bénin	Renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Juin 2018	1	0	2	3	1	0	2	3	Réalisé
Burkina Faso	Poursuite de la mise en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Mai 2018	1	0	1	2	1	0	1	2	Réalisé
Burkina Faso	Appui à la sortie du programme de vérifications des importations et au renforcement de la fonction d'évaluation en douane (suivi des recommandations de la mission d'avril 2018)	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Oct. 2018	1	1	0	2	1	1	0	2	Réalisé
Côte d'Ivoire	Poursuite de la mise en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Mai 2018	1	0	1	2	1	0	1	2	Réalisé
Côte d'Ivoire	Renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Fév-mars 2019	1	0	2	3	1	0	2	3	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Administration douanière

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Poursuite de la mise en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations.	Les programmes de contrôle après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Fév. 2019	1	0	1	2	1	0	1	2	Réalisé
Guinée	Renforcement des capacités en matière d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Fév. 2019	1	1	0	2	1	1	0	2	Réalisé
Guinée	Mise en œuvre de la gestion automatisée du transit.	Les opérateurs de commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.	Juin et déc. 2018	2	0	4	6	2	0	4	6	Réalisés
Guinée-Bissau	Renforcement de la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Oct. 2018	1	0	2	3	1	0	2	3	Réalisé
Guinée-Bissau	Révision de la loi sur le contentieux douanier.	Les initiatives en matière de facilitation des échanges et de services contribuent davantage au respect volontaire des lois.	Mars 2019	1	0	2	3	1	0	2	3	Réalisé
Mali	Renforcement de la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Mai 2018	1	0	2	3	1	0	2	3	Réalisé
Mali	Élaboration et mise en œuvre d'une instruction-cadre sur le dédouanement.	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.	Oct. 2018	1	0	2	3	1	0	2	3	Réalisé
Mauritanie	Renforcement du service dédié à l'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Nov. 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Administration douanière

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Juil. 2018	1	1	0	2	1	1	0	2	Réalisé
Niger	Appui à la sortie du programme de vérifications des importations et au renforcement de la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Oct. 2018	1	0	1	2	1	0	1	2	Réalisé
Niger	Appui à la sortie du programme de vérifications des importations et au renforcement de la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Jan. 2019	1	0	2	3	1	0	2	3	Réalisé
Sénégal	Poursuite de la mise en œuvre d'un dispositif de suivi des régimes suspensifs et des exonérations.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Fév. 2019	1	0	1	2	1	0	1	2	Réalisé
Sénégal	Appui à la sortie du programme de vérifications des importations et au renforcement de la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Avril 2019	1	1	0	2	1	1	0	2	Réalisé
Togo	Application de la sélectivité des contrôles basée sur le risque de façon plus cohérente.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Mai 2018	1	0	2	3	1	0	2	3	Réalisé
Guinée Mission de diagnostic	Amélioration des fonctions d'administration douanière.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Juil. 2018	1	2	0	3	1	2	0	3	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Administration douanière

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau Mission de diagnostic	Amélioration des fonctions d'administration douanière	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Sept. 2018	1	2	0	3	1	2	0	3	Réalisé
Pays membres Séminaire	Application et contrôle de la valeur transactionnelle	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Nov. 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Pays membres Séminaire	Collecte des statistiques douanières	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Mai 2018	0	1	0	1	0	1	0	1	Réalisé. Participation au séminaire avec AFRITAC Centre organisé par FAD (projet ISORA, RA-FIT).
Pays membres Séminaire	Application et contrôle de la valeur transactionnelle.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Nov. 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Pays membres Séminaire	Éthique douanière	La transparence et la responsabilité sont soutenues plus efficacement par un contrôle externe indépendant et des contrôles internes.	Fév. 2019	1	1	0	2	0	1	0	1	Réalisé. Séminaire organisé avec AFRITAC Ouest 2, la CEDEAO et l'OMD.
Niger Stage	Renforcement des capacités des administrations douanières dans l'évaluation en douane	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Nov. 2018-jan. 2019	1	0	0	1	1	0	0	1	Réalisé
Burkina Faso Stage	Renforcement des capacités des administrations douanières dans l'évaluation en douane	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Fév.-avr. 2019	1	0	0	1	1	0	0	1	Réalisé
<b>Total</b>				<b>28</b>	<b>14</b>	<b>33</b>	<b>75</b>	<b>27</b>	<b>14</b>	<b>33</b>	<b>74</b>	

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Administration fiscale

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Renforcement de l'action en recouvrement	Le respect des obligations de paiement progresse.	Août 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Bénin	Renforcement du contrôle fiscal	La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Mars 2019	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Burkina Faso	Fiabilisation du répertoire des entreprises moyennes (assainissement et élargissement du nombre de contribuables)	Le fichier des contribuables est assaini : tous les contribuables actifs sont localisés et la généralisation du suivi mensuel des obligations déclaratives et du contrôle ponctuel permet de réduire la défaillance déclarative et d'identifier les entreprises considérées à tort comme inactives.	Oct. 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Burkina Faso	Poursuite de la modernisation de l'administration des moyennes entreprises	Le recouvrement des créances recouvrables est assuré tout au long de l'année.	Avril 2019	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Burkina Faso	Poursuite de la modernisation de l'administration des moyennes entreprises	La procédure de remboursement des crédits de TVA est revue pour être plus rapide, davantage formalisée et fondée sur l'analyse risque.	Jan. 2019	1	1	2	4	0	0	0	0	Reporté compte tenu du changement de gouvernement
Côte d'Ivoire	Renforcement du contrôle fiscal et de la gestion du risque	L'administration fiscale définit mieux ses priorités grâce à une gestion du risque plus efficace et la programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés	Août 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Côte d'Ivoire	Renforcement de l'adhésion volontaire à l'impôt et du traitement des demandes de remboursement de crédit de TVA	Le respect des obligations déclaratives et de paiement se renforce.	Fév. 2019	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Administration fiscale

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau	Renforcement des principales fonctions de l'administration fiscale	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore et le respect des obligations déclaratives se renforce.	Sept. 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Guinée-Bissau	Renforcement des principales fonctions de l'administration fiscale	La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligents progressent.	Fév. 2019	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Mali	Fiabilisation du répertoire des entreprises moyennes (assainissement et élargissement du nombre de contribuables)	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore ; le respect des obligations déclaratives se renforce et le respect des obligations de paiement progresse.	Juil. 2018	1	2	0	3	1	0	0	1	Annulé pour des raisons de sécurité
Mali	Poursuite de la modernisation de l'administration des moyennes entreprises	La généralisation du contrôle ponctuel permet de réduire la défaillance déclarative et le recouvrement des créances recouvrables est assuré tout au long de l'année.	Sept. 2018	1	2	0	3	1	0	0	1	Annulé à la demande des autorités
Mali	Poursuite de la modernisation de l'administration des moyennes entreprises	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore et le respect des obligations déclaratives et de paiement se renforce.	Jan. 2019	1	2	0	3	1	2	0	3	Réalisé
Mali	Mission du siège	Bilan du programme des réformes de modernisation et de mobilisation des recettes fiscales à court terme.	Mars 2019	1	2	0	3	1	2	0	3	Réalisé
Mauritanie	Renforcement des principales fonctions de l'administration	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore, le respect des obligations déclaratives et de paiement se renforce et la programmation, les résultats, le suivi et l'analyse des contrôles diligents progressent.	Juil. 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Mauritanie	Poursuite du renforcement des activités de recherche et de contrôle fiscal	La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligents progressent.	Fév. 2019	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Administration fiscale

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Sénégal	Renforcement du contrôle fiscal	La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Sept. 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Sénégal	Mission du siège	Faire le bilan du programme des réformes de modernisation et de mobilisation des recettes fiscales à court terme.	Déc. 2018	1	2	0	3	1	2	0	3	Réalisé
Pays membres Séminaire	Contrôle interne et contrôle de gestion – deux outils de pilotage insuffisamment utilisés dans la sous-région	Trente participants (trois cadres par pays) partagent leurs expériences en séance et élaborent en ateliers les actions à mener pour promouvoir ces deux outils.	Avril 2019	2	1	2	5	0	0	0	0	Reporté à l'AF 2020
Pays membres Séminaire	Collecte des principaux indicateurs de performance des administrations des revenus de la sous-région	Dix cadres bénéficient d'une formation pratique pour servir en ligne les données dans l'outil RA-FIT ISORA (collecte des principaux indicateurs de performance des administrations des revenus de la sous-région).	Juin 2018	0	2	0	2	0	2	0	2	Réalisé
Pays membres Stage	Apprentissage par les pairs dans un pays hôte	Cinq cadres bénéficient d'une semaine d'immersion dans un pays tiers afin de mutualiser les bonnes pratiques et de renforcer leurs compétences techniques.	ND	1	0	0	1					Reporté à l'AF 2020
Guinée	Appui au renforcement des opérations fiscales au SGE et DME	Les fichiers du SGE et SME sont fiabilisés et le suivi des obligations déclaratives est maîtrisé. L'efficacité de la recherche s'accroît, de même que le contrôle fiscal et l'apurement des arriérés.	Mai-juil 2018	1	3	0	4	1	3	0	4	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Administration fiscale

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Appui au renforcement des opérations fiscales au SGE et DME	Les fichiers du SGE et SME sont fiabilisés et le suivi des obligations déclaratives est maîtrisé. L'efficacité de la recherche s'accroît, de même que le contrôle fiscal et l'apurement des arriérés.	Août-oct. 2018	1	3	2	6	1	2	2	5	Réalisé
Niger	Appui au renforcement des opérations fiscales de la DGI	Les portefeuilles de la DGE et de la DME s'accroissent progressivement ; le suivi des obligations déclaratives est maîtrisé. La recherche est plus efficace, de même que le contrôle fiscal et l'apurement des arriérés.	Août-oct 2018	1	3	0	4	1	3	0	4	Réalisé
Niger	Appui au renforcement des opérations fiscales de la DGI	Les portefeuilles de la DGE et de la DME s'accroissent progressivement ; le suivi des obligations déclaratives est maîtrisé. La recherche est plus efficace, de même que le contrôle fiscal et l'apurement des arriérés.	Nov. 2018-jan. 2019	1	3	0	4	1	3	0	4	Réalisé
Niger	Appui au renforcement des opérations fiscales de la DGI	Les portefeuilles de la DGE et de la DME s'accroissent progressivement ; le suivi des obligations déclaratives est maîtrisé. La recherche est plus efficace, de même que le contrôle fiscal et l'apurement des arriérés.	Fév-avril 2019	1	3	0	4					Reporté
Togo	Appui au renforcement des opérations fiscales de l'OTR	Le suivi des obligations déclaratives est maîtrisé. La recherche est plus efficace, de même que le contrôle fiscal et l'apurement des arriérés.	Août-oct. 2018	1	3	0	4	1	3	0	4	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

**Administration fiscale**

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	Renforcement de la recherche et du contrôle fiscal	La collecte du renseignement se modernise et la conduite des activités du contrôle fiscal est plus efficace.	Fév.-avril 2019	1	3	2	6	1	3	2	6	Réalisé
Pays membres	Mission FAD	Une mission de diagnostic est conduite	Nov. 2018-jan. 2019	0	2	0	2	0	2	0	2	Réalisé
Togo Stage	Gestion du contentieux	Un dispositif indépendant et efficace de résolution des contentieux est mis en place.	Nov. 2018-jan. 2019	1	0	0	1	1	0	0	1	Réalisé
Niger Stage	Audit et contrôle internes	Les activités du contrôle interne sont plus efficaces.	Fév.-avr. 2019	1	0	0	1	1	0	0	1	Réalisé
Pays membres Séminaire	Formation sur le contrôle fiscal des NTIC dans un contexte de fragilité	L'efficacité des contrôles fiscaux complexes dans les États fragiles est accrue.	Nov. 2018-jan. 2019	0	0	0	0					Reporté à l' AF 2020
<b>Total</b>				<b>31</b>	<b>54</b>	<b>32</b>	<b>117</b>	<b>26</b>	<b>43</b>	<b>28</b>	<b>97</b>	

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Statistiques des finances publiques

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Mise en œuvre des recommandations de l'évaluation PIMA	Le plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations du PIMA est réalisé convenablement au titre des actions prévues pour les années 2018 et 2019.	Avril-mai 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Burkina Faso	Appui à la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation PIMA.	Le plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations du PIMA est réalisé convenablement au titre des actions prévues pour les années 2018 et 2019.	Juil. 2018	1	2	2	5	1	1	2	4	Réalisé
Côte d'Ivoire	Mise en œuvre des recommandations de l'évaluation PIMA	Le plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations du PIMA est réalisé convenablement au titre des actions prévues pour les années 2018 et 2019.	Avril 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Guinée	Mise en œuvre des autorisations d'engagement et des crédits de paiement (AE-CP)	Les acteurs de la dépense d'investissement se sont approprié la démarche des AE/CP.	Juin 2018	0,5	2	2	4,5	0,5	2	2	4,5	Réalisé
Guinée-Bissau	Poursuite de l'appui au renforcement de l'exécution budgétaire et de son contrôle	L'exécution budgétaire et le contrôle de l'exécution du budget sont améliorés.	Sept.-oct. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Mali	Mise en œuvre des recommandations de l'évaluation PIMA.	Le plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations du PIMA est réalisé convenablement au titre des actions prévues pour les années 2018 et 2019.	Mars 2019	1	1	2	4	0	0	0	0	Reporté à l'AF 2020
Mauritanie	Appui à la mise en œuvre des AE-CP pour améliorer la préparation du budget et la gestion des investissements public (1 <sup>re</sup> mission)	(1) Les acteurs de la dépense d'investissement se sont approprié la démarche des AE/CP. (2) Les dépenses d'investissement d'au moins cinq ministères sont structurées en termes d'AE/CP.	Nov-Déc 2018	0,5	2	2	4,5	0,5	2	2	4,5	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Gestion des dépenses – Trésor

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Appui à la mise en œuvre des AE-CP (2 <sup>e</sup> mission)	(1) Les acteurs de la dépense d'investissement se sont approprié la démarche des AE/CP. (2) Les dépenses d'investissement d'au moins sept ministères supplémentaires sont structurées en termes d'AE/CP.	Fév.-mars 2019	0,5	1	2	3,5	0,5	2	2	4,5	Réalisé
Niger	Appui au renforcement de l'exécution budgétaire en environnement budget de programme	Le dispositif d'exécution du budget est renforcé et adapté à la gestion axée sur les résultats.	Fév. 2019	1	2	2	5	1	0	0	1	Reporté à l'AF 2020
Sénégal	Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des AE-CP	(1) Les acteurs de la dépense d'investissement se sont approprié la démarche des AE/CP. (2) Les dépenses d'investissement d'au moins cinq ministères sont structurées en termes d'AE/CP.	Juil.-Août 2018	0,5	1	2	3,5	0,5	2	2	4,5	Réalisé
Sénégal	Appui au renforcement des documents budgétaires.	Le contenu et la qualité de la documentation budgétaire sont renforcés et conformes aux prescriptions de la loi organique de finances.	Août-sept. 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Togo	Appui au renforcement des capacités pour l'analyse des DPPD et PAP des ministères	La qualité et la crédibilité des budgets-programmes sont renforcées.	Jan. 2019	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Togo	Appui à l'adaptation du système d'information au nouveau mode de gestion budgétaire	Le système d'information intègre de gestion des finances publiques est renforcé et adapté à la gestion budgétaire par programme.	Mai 2018	1	0	2	3	1	0	2	3	Réalisé
Togo	Appui à l'élaboration d'un guide d'évaluation <i>ex-ante</i> , de sélection et de hiérarchisation des projets d'investissements publics	La programmation et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles et plus fiables.	Juil. 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Mission exécutée à la demande de AFR pour appuyer la réalisation d'un repère structurel à fin septembre.

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Gestion des dépenses – Trésor

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
UEMOA	Renforcement des capacités des professionnels des finances publiques de l'espace UEMOA	Les professionnels des finances publiques s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires et à travers des notes techniques sur les nouvelles problématiques.	Mai & nov. 2018	1	2	0	3	1	2	0	3	Réalisé
Pays membres	Préparation et supervision d'un voyage d'études au Mali	Les capacités des stagiaires sont renforcées dans les domaines objets de leurs voyages.	Déc. 2018	1	0	0	1	1	0	0	1	Réalisé
Pays membres	Séminaire sur le thème : programmation, budgétisation et suivi des investissements publics	Les participants se sont approprié les principes, règles et bonnes pratiques de gestion des investissements publics.	Jan.-fév. 2019	2	1	1	4	1	0	0	1	Reporté à l' AF 2020
<b>Total</b>				<b>16</b>	<b>23</b>	<b>29</b>	<b>68</b>	<b>14</b>	<b>20</b>	<b>24</b>	<b>58</b>	

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Statistiques des finances publiques

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Appui à la rédaction des normes comptables	Le projet de référentiel relatif aux normes comptables est disponible.	Juin 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Mission de réserve exécutée en remplacement de la mission sur les instructions sur les provisions et créances fiscales douteuses ci-dessous.
Bénin	Appui à l'élaboration de deux instructions, respectivement sur les provisions pour dépréciation et les provisions pour créances fiscales douteuses	Les instructions sur les provisions pour dépréciation et les provisions pour créances fiscales douteuses sont disponibles.	Mai-juil. 2018	0	0	0	0	0	0	0	0	Remplacé – voir ci-dessus
Bénin	Appui à la mise en œuvre du Compte unique du Trésor (CUT)	Le CUT est mis en œuvre.	Nov. 2018-jan. 2019	1	0	2	3	1	0	2	3	Réalisé. Thème reformulé à la demande des autorités sur la « gestion de la trésorerie et de la dette », mission en collaboration avec le secteur dette.
Burkina Faso	Appui à l'élaboration d'une instruction relative à la méthodologie de constitution du bilan d'ouverture	L'instruction relative à la méthodologie de constitution du bilan d'ouverture est élaborée.	Mars 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Burkina Faso	Appui à la mise en œuvre du Compte unique du Trésor (CUT)	Le CUT est mis en œuvre.	Nov. 2018-jan. 2019	1	0	2	3	1	2	2	5	Réalisé
Côte d'Ivoire	Appui à l'élaboration d'une instruction relative à la méthodologie de constitution du bilan d'ouverture	L'instruction relative à la méthodologie de constitution du bilan d'ouverture est élaborée.	Avril 2019	1	0	2	3	1	0	2	3	Réalisé
Guinée	Appui à la revue qualité des procédures comptables mise en œuvre par les comptables principaux de l'État et impact sur la qualité des comptes de l'État	La revue qualité des manuels de procédures des comptables principaux de l'État est réalisée.	Août-oct. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Gestion des dépenses – Trésor

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau	Appui à la rédaction d'un manuel de procédures comptables pour la Trésorerie générale (TG)	Le manuel de procédures comptables de la TG est disponible.	Août-oct. 2018	1	1	2	4					Reporté
Mali	Appui à l'élaboration de deux instructions comptables portant respectivement sur les charges de fonctionnement et les immobilisations, et la seconde sur la clôture de l'exercice (calendrier et opérations d'inventaire)	Les instructions comptables relatives aux charges de fonctionnement et les immobilisations, et à la clôture de l'exercice sont disponibles.	Mai-juil. 2018	1	2	2	5	1	0	4	5	Réalisé. Transformé en deux missions d'experts court-terme en mai et octobre 2018 sur les deux thèmes concernés
Mauritanie	Appui à la revue qualité de la balance générale des comptes de l'État par l'élaboration du plan comptable détaillé de l'État	Le plan comptable de l'État détaillé est élaboré.	Avril 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Niger	Appui à l'élaboration d'une instruction relative à la méthodologie de constitution du bilan d'ouverture	L'instruction relative à la méthodologie de constitution du bilan d'ouverture est élaborée.	Mai-juil 2018	1	2	2	5					Reporté à la demande des autorités
Sénégal	Appui à l'élaboration d'un projet-type de manuel de procédures comptables pour un comptable ministériel	Le projet-type de manuel de procédures comptables de comptable ministériel est disponible.	Mars 2019	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Sénégal	Appui à l'élaboration d'une cartographie des risques comptables	La cartographie des risques comptables est disponible.	Fév.-avr. 2019	1	2	2	5	1	0	2	3	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Gestion des dépenses – Trésor

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	Appui à la poursuite de la mise en œuvre du Compte unique du Trésor (CUT)	Le CUT est mis en œuvre.	Août-oct 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Togo	Appui à l'élaboration d'un guide didactique du plan comptable de l'État (PCE)	Le guide didactique du plan comptable de l'État (PCE) est disponible.	Nov. 2018-jan. 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
UEMOA	Renforcement des capacités des professionnels des finances publiques de l'espace UEMOA	Les professionnels des finances publiques s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires et à travers des notes techniques sur les nouvelles problématiques.	Août-oct 2018 et Fév-avril 2019	1	2	0	3	1	2	0	3	Réalisé. Participation, formations ateliers pays de la Commission de l'UEMOA
Pays membres Séminaire	Séminaire sur le thème : « Contrôle interne comptable pour une comptabilité d'exercice performante »	Les participants se sont approprié l'importance des outils de contrôle interne comptable dans la mise en œuvre de la comptabilité d'exercice.	Août-oct 2018 et Fév-avril 2019	1	1	0	2	1	1	1	3	Réalisé
Pays membres	Préparation et supervision d'un voyage d'études dans le premier pays francophone qui aura basculé en comptabilité d'exercice en 2019	La capacité des stagiaires est renforcée dans le domaine de la comptabilité d'exercice.	Nov. 2018-jan. 2019/Fév-avril 2019	1	0	0	1					
Pays membres	Participation à une mission FAD	Le CR est imprégné des recommandations de FAD dans le pays afin de mieux en organiser la mise en œuvre.	Mai-juil 2018-Fév.-avr. 2019	1	2	0	3					
<b>Total</b>				<b>18</b>	<b>25</b>	<b>28</b>	<b>71</b>	<b>14</b>	<b>18</b>	<b>27</b>	<b>59</b>	

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Statistiques des finances publiques

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Renforcement de l'élaboration et de la mise à jour du plan de trésorerie	Le personnel a amélioré ses compétences en matière d'élaboration et de mise à jour du plan de trésorerie.	Juil. 2018	0,5	2	0	2,5	0,5	2		2,5	Réalisé
Bénin	Formation sur l'analyse financière des offres de financement	Les services possèdent les compétences nécessaires pour évaluer et négocier les termes et conditions financières des offres de financement commercial.	Jan. 2019	1	1	1	3	1	1		2	Nouvelle mission
Burkina Faso	Formation sur l'analyse financière des prêts commerciaux et l'analyse de risque lié à l'octroi de la garantie de l'État	Les techniques d'évaluation des offres de financement commercial et de l'analyse de risque avant l'octroi de la garantie de l'État sont mieux maîtrisées.	Juil. 2018	1	1	1	3	1	1	1	3	Réalisé
Burkina Faso	Appui à l'élaboration du manuel de procédures	Le cadre institutionnel de gestion de la dette est amélioré.	Mars-avr. 2019	1	2	2	5					
Côte d'Ivoire	Formation en gestion des risques financiers liés au portefeuille de la dette	La connaissance des techniques de couverture de risque applicables au portefeuille de la dette s'améliore.	Août-sep. 2018	1	1	1	3	1	2	0	3	Changement de thème : élaboration et mise en œuvre de la SDMT
Guinée	Amélioration du reporting et de la disponibilité de l'information de la dette	Des rapports réguliers et de meilleure qualité sur la dette publique sont disponibles.	Nov. 2018	1	0	2	3	1	2	4	7	Changement de thème : élaboration et mise en œuvre de la SDMT
Guinée	Appui à la mise en place du programme d'émission d'obligations du Trésor	Les capacités à réaliser des émissions par adjudication sont améliorées.	Avril 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Guinée-Bissau	Appui à l'opérationnalisation de la nouvelle direction générale de la dette publique	Le cadre institutionnel de gestion de la dette est amélioré.	Mai-juil. 2018	1	0	4	5	1	0	4	5	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Gestion des dépenses – Trésor

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mali	Appui à l'élaboration de la SDMT – Mission de suivi	Le document de la SDMT est produit et fournit des directives claires pour une mise en œuvre efficace et est conforme aux normes internationales. Les cadres chargés de la gestion de la dette ont amélioré leurs capacités à produire un document de SDMT de très bonne qualité.	Nov. 2018-jan. 2019	0	0	0	0					Mission annulée et ressource transférée sur la 2 <sup>e</sup> mission
Mali	Appui à l'amélioration des fonctionnalités de la nouvelle application de gestion de la dette	Une application adéquate pour l'enregistrement et le reporting de la dette est développée.	Mai-juil. 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
Mauritanie	Formation sur l'analyse financière des offres de financement	Les techniques d'évaluation des offres de financement commercial et de l'analyse de risque avant l'octroi de la garantie de l'État sont mieux	Août-oct. 2018	1	1	1	3	1	1	1	3	Réalisé
Mauritanie	Mise en place des nouvelles procédures d'émission des valeurs du Trésor	Un processus d'émission amélioré pour les titres d'État est mis en place.	Avril 2019	1	1	1	3	1	1	1	3	
Niger	Renforcement du cadre organisationnel pour la gestion de la dette	Le cadre institutionnel de gestion de la dette est amélioré.	Mai-juil. 2018	2	2	4	8					
Sénégal	Formation en gestion des risques financiers liés au portefeuille de la dette	Les techniques de couverture de risque applicables au portefeuille de la dette sont mieux maîtrisées.	Nov. 2018-jan. 2019	1	1	1	3	1	1	1	3	Réalisé
Sénégal	Formation à l'utilisation du nouveau cadre de viabilité de la dette	Une meilleure connaissance du nouveau cadre de la viabilité de la dette ainsi que de l'outil analytique permettent au personnel de mieux apprécier les vulnérabilités et la dynamique de la dette et le risque de surendettement.	Fév.-avr. 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Togo	Appui à l'élaboration de la SDMT- Mission de suivi	Le document de la SDMT est produit et fournit des directives claires pour une mise en œuvre efficace et est conforme aux normes internationales. Les cadres en charge de la gestion de la dette ont amélioré leurs capacités à produire un document de SDMT de très bonne qualité.	Août-oct. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Gestion des dépenses – Trésor

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	Amélioration du reporting de la dette	Les rapports périodiques et de meilleure qualité sur la dette publique sont disponibles.	Jan.-avril 2019	1	0	1	2					
Agence UMOA-Titres	Appui à la mise à jour du manuel de procédures	Un cadre institutionnel est amélioré.	Mai-juil. 2018	0		0	0					Reporté
Agence UMOA-Titres	Appui à l'évaluation de l'impact de la mise en œuvre des règles de Bâle 3 sur les pratiques d'émission des Trésors	Les implications possibles des règles de Bâle 3 pour les politiques d'émission des Trésors sont mieux connues.	Fév.-avr. 2019	1	1	0	2					
Agence UMOA-Titres	Elaboration des conventions de marché	Un marché secondaire où les participants au marché peuvent effectuer des transactions dans un délai et à un coût raisonnable est mis en place.	Août-oct. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
CREPMF	Renforcement du dispositif de réalisation des opérations d'émission de titres d'État par syndication	Un processus d'émission bien défini pour les titres publics est mis en œuvre.	Mai-juil. 2018	1	1	2	4	1	1	1	3	Réalisé
CREPMF	Renforcement du dispositif de réalisation des opérations d'émission de titres d'État par placement privé	Un processus d'émission bien défini pour les titres publics est mis en œuvre.	Nov. 2018-jan. 2019	0	0	0	0					Reporté à l'année prochaine
Pays membres Séminaire	Séminaire régional sur l'utilisation du nouveau cadre de viabilité de la dette	Le nouveau cadre de la viabilité de la dette ainsi que de son outil analytique sont mieux maîtrisés.	Mai-juil. 2018	0,5	1		1,5	0,5	1		1,5	Réalisé
Pays membres Séminaire	Définition du rôle du gestionnaire de la dette dans la gestion des engagements financiers éventuels	Les différents rôles du gestionnaire de la dette dans les différents domaines de gestion des engagements financiers éventuels sont mieux connus.	Août-oct. 2018	1	1	2	4	1	1	2	4	Réalisé
<b>Total</b>				<b>21</b>	<b>25</b>	<b>33</b>	<b>79</b>	<b>16</b>	<b>23</b>	<b>25</b>	<b>64</b>	

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Statistiques des finances publiques

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Compilation et diffusion des données conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014. Affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, sécurité sociale, unités extrabudgétaires, collectivités locales) et production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental, conformément au MSFP 2001/2014. La situation de la dette et des flux de trésorerie est produite régulièrement. Des sources de données pour la production du bilan financier sont identifiées.	20-31 août 2018	1	2	2	5	1	2		3	Réalisé
Burkina Faso	Compilation et diffusion des données conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014 Affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, unités extrabudgétaires, collectivités locales) et production d'une ébauche de table de passage du sous-secteur de la sécurité sociale et des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental, conformément au MSFP 2001/2014. La situation de la dette et des flux de trésorerie est produite régulièrement. Des sources de données pour la production du bilan financier sont identifiées.	11-21 sept. 2018	1	2	2	5	1	2		3	Réalisé
Côte d'Ivoire	Atelier national sur l'actualisation du champ des unités entrant dans le calcul des créances nettes des institutions de dépôts sur l'administration centrale des travaux de migration au MSFP 2001/2014	Les acteurs des finances publiques sont formés et le champ des unités de l'administration centrale conformément au MSFP 2014 est actualisé.	22-26 octobre 2018	1	1		2	1	1		2	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Statistiques des finances publiques

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	Compilation et diffusion des données conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014. Affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, sécurité sociale, unités extrabudgétaires, collectivités locales) et production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental, conformément au MSFP 2001/2014. La situation de la dette et des flux de trésorerie est produite régulièrement.	8-12 et 29 oct.-2 nov.	1	2	2	5	1	2		3	Réalisé
Guinée	Compilation et diffusion des données conformément au champ de couverture, à la classification et à la sectorisation du MSFP 2001/2014 : affinement des tables de passage du TOFE de l'administration publique centrale budgétaire et du sous-secteur de la sécurité sociale ainsi qu'élaboration de la situation des flux de trésorerie et de la dette de l'administration publique centrale budgétaire	Des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont finalisées et produites selon le MSFP 2001/2014. Un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette) est élaboré et adopté.	11-21 déc. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Statistiques des finances publiques

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Un environnement juridique/ institutionnel propice à la compilation et à la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières Assistance de l'équipe chargée des statistiques des finances publiques pour la conduite des travaux de migration au MSFP 2001/2014 Affinement des tables de passage du TOFE de l'administration publique centrale budgétaire et du sous-secteur de la sécurité sociale Élaboration de la situation des flux de trésorerie, de la dette de l'administration publique centrale budgétaire	Des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont finalisées et produites selon le MSFP 2001/2014. Un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette) est élaboré et adopté.	Fév.-avr. 2019	1	1	1	3					
Guinée-Bissau	Compilation et affinement des données conformément au champ de couverture, à la classification et à la sectorisation du MSFP 2001/2014 : affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales et sécurité sociale) et sélection et études des états financiers d'un échantillon d'unités extrabudgétaires, production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales et sécurité sociale) sont finalisées. Un échantillon d'établissements publics nationaux pour la production des statistiques du sous-secteurs des unités extrabudgétaires est identifié selon le MSFP 2001/2014. D'autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier) sont produits.	5-16 nov. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Statistiques des finances publiques

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau	<p>Un environnement juridique/institutionnel propice à la compilation et à la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières.</p> <p>Leadership statistique/planification stratégique sont en place.</p> <p>Assistance de l'équipe en charge des statistiques des finances publiques pour la conduite des travaux de migration au MSFP 2001/2014.</p> <p>Affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales et sécurité sociale)</p> <p>Sélection et études des états financiers d'un échantillon d'unités extrabudgétaires</p>	<p>Une matrice d'action, la responsabilisation des structures et des termes de référence de différentes tâches sont définis.</p> <p>Des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites.</p> <p>Les états financiers d'un échantillon d'unités extrabudgétaires sont identifiés et étudiés.</p>	Fév.-avr. 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Realisé
Mali	<p>Compilation et diffusion des données conformément au champ de couverture, à la classification et à la sectorisation du MSFP 2001/2014 : affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, sécurité sociale, unités extrabudgétaires, collectivités locales) et production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)</p>	<p>Des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont finalisées et produites selon le MSFP 2001/2014.</p> <p>La situation de la dette et des flux de trésorerie sont produits régulièrement et des sources de données pour la production du bilan financier sont identifiés.</p>	Jan. 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Realisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Statistiques des finances publiques

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Compilation et diffusion des données conformément au champ de couverture, à la classification et la à sectorisation du MSFP 2001/2014 : affinement de la table de passage de l'administration publique centrale budgétaire, production d'ébauches des tables de passages des autres sous-secteurs de l'administration publique (sécurité sociale, collectivités locales) et production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	La table de passage de l'administration publique centrale budgétaire est finalisée et des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014 ainsi que les situations de la dette publique et des flux de trésorerie de l'administration publique centrale budgétaire selon le MSFP 2001/2014.	Mars 2019	1	2	2	5	1	1	1	3	Réalisé
Niger	Compilation et diffusion des données conformément au champ de couverture, à la classification et à la sectorisation du MSFP 2001/2014 : Affinement des tables de passage du TOFE de l'administration publique centrale budgétaire et du sous-secteur de la sécurité sociale ; élaboration de la situation des flux de trésorerie, de la dette de l'administration publique centrale budgétaire	Des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont finalisées et produites selon le MSFP 2001/2014 ; un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette) est élaboré et adopté.	Août-oct 2018	1	2	2	5	1	2		3	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Statistiques des finances publiques

Exécution au 30 avril 2019

Niger	Un environnement juridique/institutionnel propice à la compilation et à la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières. Assistance de l'équipe chargée des statistiques des finances publiques pour la conduite des travaux de migration au MSFP 2001/2014. Affinement des tables de passage du TOFE de l'administration publique centrale budgétaire et du sous-secteur de la sécurité sociale Élaboration de la situation des flux de trésorerie, de la dette de l'administration publique centrale budgétaire	Des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale selon le MSFP 2001/2014 sont finalisées et produites. Un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette) est élaboré et adopté.	Fév.-avr. 2019	1		1	2						
Sénégal	Compilation et diffusion des données conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 : Affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, sécurité sociale, unités extrabudgétaires, collectivités locales) et des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	La situation consolidée des statistiques de l'administration publique conformément aux délais de la NSDD est produite.	19-30 nov. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé	
Togo	Atelier national sur les normes et principes du MSFP 2001/2014	Des acteurs des finances publiques sont formés au MSFP 2014	25-29 juin 2018	1	1	1	3	1	1	1	3	Réalisé	

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Statistiques des finances publiques

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	<p>Compilation et diffusion des données conformément au champ de couverture, de la classification et de la sectorisation du MSFP 2001/2014 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales)</li> <li>- production d'une ébauche de table de passage pour les statistiques du sous-secteur de la sécurité sociale</li> <li>- sélection et études des états financiers d'un échantillon d'unités extrabudgétaires</li> <li>- production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette)</li> <li>- formation des acteurs des finances publiques</li> </ul>	<p>Les membres du comité SFP élargi sont formés.</p> <p>La table de passage des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales) est finalisée.</p> <p>Une ébauche de table de passage pour les statistiques du sous-secteur de la sécurité sociale est produite.</p> <p>Les autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette) sont produits.</p> <p>Les acteurs des finances publiques sont formés.</p>	Fév.-avr. 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Realisé
Pays membres Séminaire	<p>Compilation et diffusion de statistiques macroéconomiques et financières harmonisées au niveau régional :</p> <p>Séminaire régional : élargissement du champ de couverture des statistiques des finances publiques au sous-secteur des unités extrabudgétaires et des collectivités locales</p>	<p>Les capacités des acteurs des finances en collecte, traitement et compilation des statistiques sont renforcées.</p> <p>La méthodologie de travail entre les différents acteurs des finances publiques est définie.</p>	7-11 jan. 2019	2	1	2	5	2	1	2	5	Realisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Statistiques des finances publiques

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres	Évaluation régulière des données sources (couverture, erreur d'échantillonnage, erreur de réponse et erreur non liée à l'échantillonnage), Surveillance des évaluations, rendus disponibles pour guider les processus statistiques Suivi trimestriel à distance des matrices d'actions élaborées dans les différents pays et des versions expérimentales des statistiques selon le MSFP 2001/2014 produites	Les matrices d'action sont mises en œuvre et les statistiques produites dans les pays AFRITAC de l'Ouest sont affinées.	Nov. 2018-jan. 2019  Fév.-avr. 2019	2		2	4	2			2	Le suivi se fait régulièrement, validation des TOF des différents pays
Organisations régionales	Compilation et diffusion de statistiques macroéconomiques et financières harmonisées au niveau régional Participation aux réunions de l'Observatoire des finances publiques de l'UEMOA	L'AFW contribue au renforcement des capacités des acteurs des finances publiques de la zone UEMOA	Mai 2018-avril 2019	1	1		2					
Organisations régionales	Compilation et diffusion de statistiques macroéconomiques et financières harmonisées au niveau régional Élaboration des statistiques consolidées des	Les statistiques consolidées des opérations financières des pays AFW et UEMOA sont mises à disposition du département Afrique et autres institutions.	Août-oct. 2018	1			1					Reporté
Togo/ Guinée/Guinée-Bissau Stage	Augmentation de la capacité du personnel grâce à la formation, en particulier au développement des données de base, des méthodes de compilation et de la diffusion Renforcement des capacités dans la gestion des entreprises publiques et des établissements publics nationaux	Élaboration d'un document de politique et de stratégies de gestion et de suivi des entreprises à participation financière publique et des établissements publics nationaux	Fév.-avr. 2019	1			1					
			<b>Total</b>	<b>22</b>	<b>27</b>	<b>29</b>	<b>78</b>	<b>17</b>	<b>24</b>	<b>16</b>	<b>57</b>	

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Supervision bancaire

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : finalisation des CNA 2016	Le PIB 2016 est disponible.	Mai-juil. 2018	1		2	3	1		2	3	Réalisé
Bénin	Mise en place du dispositif des CNT	Le PIB trimestriel optique production en volume est diffusé en interne.	Déc 2018	1	2		3	1	2		3	Réalisé
Burkina Faso	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : appui aux travaux de réropolation	Les processus de compilation des séries réropolées sont archivés et mis à jour.	Août-oct. 2018	1	1	1	3	1		1	2	Réalisé
Burkina Faso	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : appui aux travaux de réropolation	Des séries temporelles longues sont compilées et diffusées à l'interne ou au public.	Fév.-avr. 2019	1		2	3	1		2	3	Réalisé
Burkina Faso	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : atelier d'examen des comptes	L'estimation du PIB 2015 selon le SCN 2008 est améliorée.	Nov. 2018	1	1		2	1	1		2	Réalisé
Côte d'Ivoire	Amélioration de la qualité des CNT : identification des écarts avec les CNA	Les écarts entre les évolutions des CNT et des CNA sont analysés et minimisés.	Mai-juil. 2018	1	2	2	5	1	2		3	Réalisé
Côte d'Ivoire	Amélioration de la qualité des CNT : correction des écarts avec les CNA	Les CNT sont compilés et diffusés en utilisant les techniques statistiques appropriées incluant le traitement des données sources, l'évaluation et la validation des données intermédiaires et les estimations obtenues.	Août-oct. 2018	1	0	2	3	1		2	3	Réalisé. La première mission sur les CNT ayant atteint les deux résultats cibles, cette mission a été affectée aux travaux de l'année de base.
Côte d'Ivoire	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : appui à la mise en place des comptes financiers	Les données sont compilées et diffusées selon la couverture et le champ du SCN 2008 (secteur financier).	Mai-juil. 2018	1		2	3	1		2	3	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Analyse macro-budgétaire

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	Renforcement de capacités sur les nomenclatures	Les agents de la DPPSE ont assimilé les nomenclatures d'activités et mis en place des indicateurs conjoncturels d'activité sur des branches non couvertes.	Oct. 2018	1		1	2	1		1	2	Réalisé. Mission additionnelle sollicitée par les autorités.
Guinée	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : élaboration des CNA 2015	Le nouveau PIB 2015 est disponible.	Nov. 2018-jan. 2019	1		2	3	1		2	3	Réalisé
Guinée	Elaboration des Comptes nationaux 2016 selon le SCN93	Les CNA 2016 sont élaborés.	Mai-juil. 2018	1	0	2	3	1	3	3	7	Réalisé
Guinée-Bissau	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : travaux sur l'année courante 2016	Les nouveaux CNA 2016 sont disponibles.	Mai-juil. 2018	1		2	3	1		2	3	Réalisé
Guinée-Bissau	Elaboration des comptes nationaux 2016 selon le SCN93	Les CNA 2016 sont élaborés.	Août-oct. 2018	1	2	2	5	1		2	3	Réalisé
Mali	Mise en place du dispositif des CNT	Le PIB trimestriel optique production en volume est diffusé en interne.	Nov. 2018-jan. 2019	1	2		3	1	2		3	Réalisé
Mali	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : réropolation de la nouvelle série des comptes nationaux	Le nouveau PIB 2015 est disponible.	Déc. 2018	1	1		2	1	1		2	Réalisé
Mauritanie	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : finalisation des CNA 2015-2016	Les nouveaux PIB 2015-2016 sont disponibles.	Avril 2019	1		2	3	1		2	3	Réalisé
Mauritanie	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : réropolation de la nouvelle série des comptes nationaux	La nouvelle série des CNA 2005-2016 est disponible.	Nov. 2018-jan. 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Niger	Suivi de la mise en place du SCN 2008	La nouvelle base 2015 est disponible.	Août-oct. 2018	1		2	3	1		1	2	Réalisé
Niger	Mise en place du dispositif des CNT	Les sources de données utilisées pour la compilation du PIB trimestriel sont adéquates.	Avril 2019	1	2		3	1	2		3	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Analyse macro-budgétaire

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Sénégal	Amélioration du dispositif des CNT : migration de la série vers le SCN 2008	Une première série de PIB trimestriel conforme aux SCN 2008 est disponible.	Août-oct. 2018	1		2	3	1		2	3	Réalisé
Togo	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008	Une première estimation du PIB 2015 est disponible.	Nov. 2018-jan. 2019	1	2	2	5	1	2		3	Réalisé
Pays membres Stage	Organisation, suivi, évaluation de stages/voyages d'études		Nov. 2018-jan. 2019	1			1					
Organisations régionales	Participation au conseil scientifique d'AFRISTAT	La coopération avec les autres partenaires est renforcée.	Août-oct. 2018	0,5	0,5		1					Non exécuté car la mission n'était pas couplée à une mission d'AT
Organisations régionales	Participation au séminaire de comptabilité nationale AFRISTAT/Union africaine/UEMOA	La coopération avec les autres partenaires est renforcée.	Nov. 2018	1	1		2	1	1		2	L'atelier a eu lieu en novembre 2018. La mission a été couplée avec l'atelier d'examen des comptes du Burkina Faso.
Pays membres Séminaire	Atelier sur la mise en œuvre du SCN 2008 : dispositif pour la mesure de la production des sociétés non financières et des ménages selon le SCN 2008	Le dispositif de collecte est identifié. L'impact sur le PIB est mesuré. Les nouvelles méthodologies du SCN sont mises en œuvre dans des maquettes.	Avril 2019	1	1	1	3	1	1	1	3	Réalisé
Organisations régionales	Participation au séminaire de comptabilité nationale CEDEAO	La coopération avec les autres partenaires est renforcée.	Juin 2018	1	0,5		1,5	1	0,5		1,5	Réalisé
<b>Total</b>				<b>25,5</b>	<b>20</b>	<b>31</b>	<b>76,5</b>	<b>24</b>	<b>19,5</b>	<b>27</b>	<b>70,5</b>	

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

**Supervision bancaire**

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement de la législation et de la réglementation bancaires. Renforcement du contrôle sur place et sur pièces.	Mai-juil. 2018	1	2	2	5	2	2		4	Réalisé
Guinée			Août-oct. 2018	1	1	1	3	2	2		4	Réalisé
Guinée			Nov. 2018-jan. 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Guinée			Fév.-avr. 2019	1	1	1	3	1	1	1	3	Réalisé
Mauritanie	Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement du dispositif législatif et réglementaire des établissements de crédit.	Mai-juil. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Mauritanie			Nov. 2018-jan. 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Mauritanie			Fév.-avr. 2019	0	2	2	4	0	2	2	4	Réalisé
Organisations régionales	BCEAO-SGCBU Renforcement de la supervision bancaire	Renforcement du dispositif législatif et réglementaire des établissements de crédit. Renforcement du contrôle sur pièces et sur place. Amélioration de la compétence des agents de la supervision bancaire.	Mai-juil. 2018	1	1	1	3	1	1	1	3	Réalisé
Organisations régionales			Août-oct. 2018	0	2	2	4	0	2	2	4	Réalisé
Organisations régionales			Nov. 2018-jan. 2019	0	1	1	2	0	1	1	2	Réalisé
Organisations régionales			Fév.-avr. 2019	0	2	2	4	0	2	2	4	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

**Analyse macro-budgétaire**

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectif	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-A bj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-A bj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Organisations régionales	Mise en place d'un dispositif de supervision des entités de marché.	Refonte du règlement général du CREMPF, Définition de normes comptables et prudentielles pour les entités de marché, supervision par les risques, renforcement des capacités	Mai-juil. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Organisations régionales			Nov. 2018-jan. 2019	1	2	2	5					Reporté
Organisations régionales	UMOA TITRES	Renforcement des capacités	Fév.-avr. 2019	1	1	0	2					Annulé
Organisations régionales	CB-UMOA formation	Renforcement des capacités	Nov. 2018-jan. 2019	2	1	1	4	2	1	1	4	Réalisé
Pays membres Stage	Formation par les pairs	Capitalisation d'expériences étrangères	Mai-juil. 2018	1	0	0	1	1	0	0	1	Réalisé
Pays membres Séminaire	Séminaire régional	La conduite des réformes prudentielles après la finalisation de Bâle III	Nov. 2018-jan. 2019	2	1	2	5	2	1	2	5	Réalisé
Organisations régionales	Mission sur le secteur financier - art. IV UMOA	Évaluation des besoins d'assistance technique	Fév.-avr. 2019	0	2	0	2	0	2	0	2	Réalisé
<b>Total</b>				<b>15</b>	<b>27</b>	<b>25</b>	<b>67</b>	<b>15</b>	<b>25</b>	<b>20</b>	<b>60</b>	

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Analyse macro-budgétaire

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Redynamisation du dispositif institutionnel et approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	Fév.-avr. 2019	1	2	2	5	1	1	2	4	Réalisé
Burkina Faso	Discipline et allocation budgétaire à moyen terme	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et intégré avec le processus budgétaire annuel.	Nov. 2018-jan. 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Côte d'Ivoire	Finalisation du dispositif de prévision des recettes de la DGI	Amélioration des structures et capacités en relation avec les conseils et les analyses en matière de fiscalité ; capacités de mise en place de modèles et autres outils d'analyse quantitative pour analyser et faire les projections de recettes.	Mai-juil. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Côte d'Ivoire	Amélioration des dispositifs de cadrages macroéconomiques	Le cadrage macroéconomique à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget.	Nov. 2018-jan. 2019	1	2		3	1	2	1	4	Réalisé
Guinée	Renforcement du dispositif institutionnel de validation des cadrages macroéconomiques	Le cadrage macroéconomique à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	Fév.-avr. 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Guinée-Bissau	Appropriation du modèle macroéconomique de la Guinée Bissau	Les structures et capacité en relation avec les conseils et les analyses en matière de fiscalité sont améliorées. La capacité de mise en place de modèles et autres outils d'analyse quantitative pour analyser et faire les projections de recettes est améliorée.	Août-oct. 2018	1	1	2	4	1	2	1	4	Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Analyse macro-budgétaire

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines-personnes				Ressources utilisées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau	Élaboration du CDMT Global et élaboration du DPBEP	Le cadrage macroéconomique à moyen-terme et le CDMT global sont crédibles et servent de base à la préparation du budget annuel.	Fév.-avr. 2019	1	2	2	5	1	2	1	4	Réalisé
Mali	Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques	Le cadrage macroéconomique à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget.	Août-oct. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Mauritanie	Renforcement du dispositif technique de cadrage macroéconomique	Le cadrage macroéconomique à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget.	Mai-juil. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Niger	Mise en place d'un dispositif de prévision des recettes budgétaires	Les structures et capacité en relation avec les conseils et les analyses en matière de fiscalité sont améliorées. La capacité de mise en place de modèles et d'autres outils d'analyse quantitative est améliorée..	Nov. 2018- jan. 2019	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé Changement de thème
Sénégal	Renforcement du dispositif technique de cadrage macroéconomique	Le cadrage macroéconomique à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget.	Mai-juil. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Togo	Approfondissement des processus d'élaboration des cadrages macroéconomiques et budgétaires	Le cadrage macroéconomique à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget.	Août-oct. 2018	1	2	2	5	1	2	2	5	Réalisé
Pays membres Séminaire	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays de AFW. Collaboration AFW, AFRISTAT, UEMOA, CEA-SR (Bamako)	Les participants sont formés sur des aspects méthodologiques du suivi de la conjoncture et de cadrage macroéconomiques. Ils échangent également sur les évolutions conjoncturelles récentes dans leur pays et les révisions de leurs dispositifs.	Mai-juil. 2018	0.5	1		1.5					Réalisé

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Analyse macro-budgétaire

Exécution au 30 avril 2019

Bénéficiaires	Activités programmées			Ressources programmées en semaines - personnes				Ressources utilisées en semaines - personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres Séminaire	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays de AFW Collaboration AFW, AFRISTAT, UEMOA, CEA-SR (Bamako)	Les participants sont formés sur des aspects méthodologiques du suivi de la conjoncture et de cadrage macroéconomiques. Ils échangent également sur les évolutions conjoncturelles récentes dans leur pays et les révisions de leurs dispositifs.	Nov. 2018-jan. 2019	0,5	1		1,5	0,5	1		1,5	Prise en charge par l'AFRITAC de l'Ouest des cadres de Mauritanie (2) et de Guinée (2) ; participation du conseiller résident.
Pays membres Cours	Cours organisé avec ICD sur la programmation et les politiques financières	Les cadres sont formés sur les quatre comptes macroéconomiques, leurs interrelations et l'établissement des programmes financiers.	Mai-juil. 2018	1	2		3	1	2		3	Réalisé
Pays membres Séminaire	Interrelations entre les comptes macroéconomiques et robustesse des modèles de cadrage des pays membres de l'AFRITAC de l'Ouest	Les cadres maîtrisent les interrelations entre les comptes macroéconomiques. Les actions à mettre en œuvre pour renforcer les cadrages macroéconomiques des pays sont identifiées.	Août-oct. 2018	2	1	2	5	2	1	2	5	Réalisé
Côte d'Ivoire Cours ICD	Cours organisé avec ICD sur la programmation et les politiques financières appliqué à la Côte d'Ivoire	Les cadres sont formés sur les quatre comptes macroéconomiques, leurs interrelations et l'établissement des programmes financiers.	Avril 2019					1	1	0	2	Nouvelle activité
Pays membres Cours ICD	Cours organisé avec ICD sur la programmation et les politiques financières	Les cadres sont formés sur les quatre comptes macroéconomiques, leurs interrelations et l'établissement des programmes financiers.	Avril 2019					1	2	0	3	Nouvelle activité
<b>Total</b>				<b>16</b>	<b>28</b>	<b>24</b>	<b>68</b>	<b>17,5</b>	<b>30</b>	<b>23</b>	<b>70,5</b>	

EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL DE L'ANNEE FISCALE 2018

Analyse macro-budgétaire

Exécution au 30 avril 2019

Tableau 4. Synthèse du cadre logique stratégique 2017-2022

AFRITAC de l'Ouest-Cadre Stratégique pour mai 2017-avril 2022													
Renforcer les capacités de gestion macroéconomique et financière des États et l'intégration régionale afin d'accélérer la croissance économique et de réduire la pauvreté													
Domaines	Objectifs	Pays											
		BEN	BFA	CIV	GIN	GNB	MLI	MRT	NER	SEN	TGO	UEMOA	BCEAO
Administration douanière	Amélioration de la gestion du risque et de la sélectivité des contrôles												
	Appui à la maîtrise de la base taxable à l'importation												
	Dématérialisation afin de sécuriser et de simplifier la chaîne de dédouanement												
	Renforcement du contrôle et du suivi des régimes d'exonération et suspensifs												
Administration fiscale	Renforcement des arrangements relatifs à la gestion et à la gouvernance de l'administration fiscale												
	Renforcement des fonctions principales de l'administration fiscale												
Gestion des dépenses publiques	Renforcement de la gestion budgétaire globale, y compris la préparation, l'exécution, le contrôle												
	Amélioration de la comptabilité et de la gestion de la trésorerie												
	Amélioration des capacités des personnes et institutions chargées de la gestion des dépenses												
Statistiques des finances publiques	Basculement définitif au TOFE base MSFP 2001/2014 et élargissement du champ d'application du TOFE												
	Renforcement de l'utilisation et amélioration de la Balance générale des comptes du Trésor												
	Amélioration des pratiques en matière de diffusion des SFP												
Statistiques du secteur réel	Renforcement de la compilation de données macroéconomiques et financières pour la prise de décision, sur base des normes statistiques appropriées internationalement acceptées, y compris par le développement et l'amélioration de l'infrastructure statistique et les données sources												
Gestion de la dette publique et développement des marchés financiers	Renforcement de la capacité à gérer le portefeuille de la dette publique prudemment, en prenant en compte les coûts et les risques												
	Soutien du développement du marché régional des titres publics												
Supervision et restructuration bancaires	Développement et renforcement des normes prudentielles et des réglementations bancaires												
	Mise en œuvre d'un système de gestion basée sur les risques et moderniser les autres processus de supervision												
	Mise en œuvre des dispositions de Bâle II et Bâle III												
	Amélioration des dispositions relatives aux provisions en rapport avec les normes internationales et les meilleures pratiques afin de mieux capturer et refléter les risques liés au crédit												
Analyse macroéconomique et budgétaire	Développement des procédures de préparation des cadrages macroéconomiques												
	Mise en place d'un dispositif institutionnel pour l'analyse et le suivi des politiques macroéconomiques												
	Amélioration des dispositifs de dissémination des données macroéconomiques de base												
	Renforcement des capacités d'analyse et de prévision des cadres moyens et de rangs intermédiaires.												

**Tableau 5. Séminaires régionaux prévus pour l'année fiscale 2020**

Domaine	Thème	Date	Partenaires	Participants
Administration douanière	Les données au service des contrôles	Juil. 2019	CNUCED	30
Administration fiscale	Les enjeux de la maîtrise des répertoires des contribuables	Mai 2019		30
Statistique du secteur réel	Atelier sur la mise en œuvre du SCN 2008 : rétopolation et implémentation des CNT	28 oct.-1 <sup>er</sup> nov. 2019		35
Gestion des dépenses publiques – Budget	Optimisation de la gestion des investissements publics	10-14 juin 2019	AFC, Commission UEMOA	32
Gestion des dépenses publiques – Budget	L'organisation et les attributions des directions générales du budget au regard des innovations introduites par les nouveaux cadres juridiques de GFP	Nov. 2019-jan. 2020	AFC	30
Gestion des dépenses publiques – Trésor	Vers une meilleure intégration de la gestion de trésorerie avec la gestion de la dette publique	Juil. 2019	Commission UEMOA	30
Dette et développement des marchés financiers				
Statistiques des finances publiques	Les normes et principes du MSFP 2001/2014 et de la bonne gouvernance	Jan. 2020		30
Supervision bancaire	La prévention des risques de cyber-attaques	24-27 sept. 2019	AFC	30
Analyse macroéconomique et budgétaire	La gestion et les politiques macroéconomiques	Sept. 2019	ICD/COM	30

**Tableau 6. Programme d'apprentissage par les pairs – Voyages d'études prévus**

Domaine	Sujets du stage	Pays hôte potentiel	Commentaires
<b>Administration douanière</b>	Renforcement de la gestion automatisée du risque	À déterminer	Côte d'Ivoire
<b>Administration douanière</b>	Utilisation du module « Contentieux » de <i>SYDONIA World</i>	Mauritanie	Bénin
<b>Administration fiscale</b>	Administration des moyennes entreprises	Cameroun	
<b>Gestion des dépenses Publiques - Budget</b>	Identification et gestion des risques budgétaires	Côte d'Ivoire	
<b>Analyse macroéconomique et budgétaire</b>	Organisation et outils de la fonction macro-budgétaire	Afrique du Sud ou Rwanda	Sénégal, Côte d'Ivoire
<b>Analyse macroéconomique et budgétaire</b>	Pratique de cadrage macroéconomique et budgétaire	Sénégal	Guinée-Bissau, Mauritanie
<b>Supervision bancaire</b>	Fonctionnement d'une plate-forme informatique de données bancaires	Sénégal (BCEAO siège)	
<b>Statistiques du secteur réel</b>	Rétropolation	Cameroun	Côte d'Ivoire et Mauritanie
<b>Statistiques des finances publiques</b>	Renforcement des capacités dans la gestion des entreprises publiques et des établissements publics nationaux	À déterminer	
<b>Gestion des dépenses publiques – Trésor</b>	Gestion de la trésorerie et mise en œuvre du CUT	Cameroun	La mise en œuvre du CUT impacte la gestion de la trésorerie et son organisation.
<b>Administration fiscale</b>	Gouvernance du contrôle fiscal (cadres de la DGI du Niger)	Maroc	Contribuer au renforcement du pilotage des activités de contrôle fiscal
<b>Administration fiscale</b>	Gouvernance d'un projet d'informatisation (équipe projet <i>E-tax</i> de l'OTR du Togo)	Sénégal	Faciliter la gouvernance du projet <i>E-Tax</i>

**Tableau 7. Missions prévues par pays en administration douanière**

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2020
<b>Bénin</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Poursuite du renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement (CAD)</li> <li>✓ Poursuite du renforcement de la gestion automatisée du risque</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Entre 5 et 8% des opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.</li> <li>✓ Le taux de sélectivité des déclarations de mise à la consommation est respectivement de 20% (circuit rouge), 50% (circuit jaune) et 30% (circuit vert).</li> </ul>
<b>Burkina Faso</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Poursuite du renforcement de la gestion et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs</li> <li>✓ Poursuite de l'appui au renforcement de la fonction d'évaluation en douane (2 missions)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ (1) Les régimes suspensifs et les exonérations ont été automatisés dans le système informatique des douanes et (2) entre 8 et 12% des opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de CAD.</li> <li>✓ Les outils d'aide à la décision (base de données, manuels de procédure, fiches techniques) ont été mis en place et sont utilisés par les agents des douanes (contrôle primaire et CAD).</li> </ul>
<b>Côte d'Ivoire</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Poursuite du renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Entre 10% et 15% des contrôles effectués par les agents de la surveillance proviennent de l'analyse des risques effectuée préalablement.</li> </ul>
<b>Guinée</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Poursuite du PPAT sur la gestion automatisée du transit</li> <li>✓ Renforcement des capacités sur la fonction d'évaluation en douane</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La procédure de transit national est automatisée et l'étude de faisabilité pour l'interconnexion avec les douanes voisines (Mali, Sierra Leone) est lancée.</li> <li>✓ La stratégie pour la mise en place d'un service dédié à l'évaluation en douane est définie et adoptée.</li> </ul>
<b>Guinée-Bissau</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Poursuite du PPAT sur l'évaluation en douane</li> <li>✓ Poursuite de la révision de la loi sur le contentieux douanier de 1944</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'accord de l'OMC sur l'évaluation.</li> <li>✓ Le projet de loi régissant le contentieux douanier a été élaboré et discuté par la douane.</li> </ul>
<b>Mali</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finalisation de la mise en œuvre de l'instruction-cadre sur le dédouanement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les délais de dédouanement ont été fortement réduits dans les principaux bureaux de douane.</li> </ul>
<b>Mauritanie</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Poursuite de l'utilisation de l'analyse des données miroir pour renforcer l'évaluation en douane</li> <li>✓ Poursuite du renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le module « Valeurs » de SYDONIA World est également alimenté par les données provenant de l'analyse des données miroir.</li> <li>✓ Les manuels de procédures sont élaborés, validés et mis en œuvre par les services (CAD et renseignement).</li> </ul>
<b>Niger</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Poursuite du PPAT sur l'évaluation en douane</li> <li>✓ Renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les outils d'aide à la décision (base de données, manuels de procédure, fiches techniques) ont été mis en place et sont utilisés par les agents des douanes (contrôle primaire et CAD).</li> <li>✓ La stratégie pour le renforcement des capacités du contrôle après dédouanement est définie et adoptée</li> </ul>

<b>Sénégal</b>	1	✓ Poursuite de l'appui au renforcement de la fonction d'évaluation en douane	✓ Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'accord de l'OMC sur l'évaluation.
<b>Togo</b>	1	✓ Poursuite du renforcement de la gestion automatisée du risque.	✓ Le système de sélectivité des contrôles fondé sur les risques a réduit considérablement le nombre de contrôles physiques.

**Tableau 8. Missions prévues par pays en administration fiscale**

<b>Pays</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons 2019</b>
Bénin	2	(1) Renforcement de l'action en recouvrement et (2) de la lutte contre la fraude fiscale	(1) Le stock des restes à recouvrer est clairement identifié ; (2) celui des créances recouvrables est réduit de 5% par an ; (3) 20% au moins des restes à recouvrer irrécouvrables sont admis en non-valeur ; (4) 30% des déclarations de TVA, créditrices ou néant, sont contrôlées chaque année et (5) 20% des nouveaux contribuables sont détectés grâce aux recoupements des données de l'administration.
Burkina Faso	2	(1) Renforcement de l'action en recouvrement et (2) de la lutte contre la fraude fiscale	(1) Le stock des restes à recouvrer est clairement identifié ; (2) 20% au moins des restes à recouvrer recouvrables sont recouverts ; (3) 40% des déclarations de TVA, créditrices ou néant, sont contrôlées chaque année et (4) 25% des déclarations considérées comme le plus à risque, sont contrôlées chaque année.
Côte d'Ivoire	2	(1) Renforcement de la gestion du risque d'indiscipline fiscale et (2) de l'action en recouvrement	(1) Le stock des restes à recouvrer recouvrables est réduit de 10% par an ; (2) 20% au moins des restes à recouvrer irrécouvrables sont admis en non-valeur ; (3) des informations, tant internes qu'externes, sont collectées pour identifier les risques majeurs et (4) la programmation des contrôles est basée sur l'analyse risque.
Guinée-Bissau	1	Fiabilisation du fichier des contribuables	75% des micros-entreprises sont enregistrées dans le fichier des contribuables.
Mali	2	(1) Renforcement de l'administration des moyennes entreprises et (2) de l'action en recouvrement	(1) Le répertoire des moyennes entreprises s'accroît de 10% ; (2) le transfert des dossiers entre la DGE et la DME est effectif ; (3) le stock des restes à recouvrer est clairement identifié ; (4) celui des créances recouvrables est réduit de 5% par an et (5) 20% au moins des restes à recouvrer irrécouvrables sont admis en non-valeur.
Mauritanie	2	(1) Renforcement de l'action en recouvrement et (2) de la lutte contre la fraude fiscale	(1) 20% au moins des restes à recouvrer recouvrables sont recouverts et (2) 20% des déclarations de TVA des moyennes entreprises, créditrices ou néant, font l'objet d'un contrôle ponctuel chaque année.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2019
Sénégal	2	(1) Renforcement de l'action en recouvrement et (2) de la lutte contre la fraude fiscale	(1) 20% au moins des restes à recouvrer recouvrables sont recouverts ; (2) le processus de traitement des demandes de remboursement de crédit de TVA est basé sur l'analyse risque ; (3) 25% des déclarations de TVA des moyennes entreprises, créditrices ou néant, font l'objet d'un contrôle ponctuel chaque année et (4) 20% des nouveaux contribuables sont détectés grâce aux recoupements des données de l'administration
Guinée	4	✓ Renforcement des administrations centrales chargées du pilotage des réformes et des fonctions fiscales (2 missions)	✓ Une structure chargée de la conduite des réformes est opérationnelle. ✓ Un cadre de gestion de la performance est mis en place.
		✓ Poursuite de la fiabilisation des fichiers des grands et moyens contribuables, ainsi que du suivi des obligations déclaratives (1 mission)	✓ La transmission du « répertoire des contribuables fiscalement actifs » à la douane est amorcée. ✓ 75% des contribuables du répertoire « fourre-tout » du SGE et 50% du SME sont traités et leur statut clarifié.
		Introduction de l'analyse risque des déclarations mensuelles et modernisation de la gestion des arriérés (1 mission)	✓ 25% des déclarations créditrices et néant sont contrôlées au SGE et 15% au SME. ✓ Les RAR sont de (20-50%) SGE/SME par rapport au total des recettes recouvrées
Niger	3	✓ Poursuite des travaux de fiabilisation des fichiers des grands et moyens contribuables	✓ (1) La transmission du « répertoire des NIF fiscalement actifs » à la douane est amorcée. ✓ 95% du répertoire « fourre-tout » de la DGE est traité et les statuts déclaratifs sont clarifiés. ✓ 85% du répertoire « fourre-tout » de la DME est traité et les statuts déclaratifs sont clarifiés.
		✓ Renforcement de la fonction enquête/recherche pour contribuer à accroître les moyennes entreprises	✓ 150 nouveaux moyens contribuables sont identifiés et transférés à la DME.
		✓ Introduction de l'analyse risque des déclarations mensuelles	✓ 20% des déclarations créditrices et néant sont contrôlées à la DGE et 10% à la DME.
		✓ Poursuite des travaux de fiabilisation des fichiers des grands et moyens contribuables	✓ La transmission du « répertoire des NIF fiscalement actifs » à la douane est amorcée ; ✓ 95% du répertoire « fourre-tout » de la DGE est traité et les statuts déclaratifs sont clarifiés ; ✓ 85% du répertoire « fourre-tout » de la DME est traité et les statuts déclaratifs sont clarifiés.
Togo	3	✓ Amélioration de l'efficacité du contrôle fiscal	✓ (1) La couverture du fichier par le contrôle fiscal externe est de 20% DGE et 12% DME.
		✓ Amélioration de l'efficacité du contrôle fiscal	✓ 20% des déclarations créditrices et néant sont contrôlées à la DGE et 10% à la DME.

**Tableau 9. Missions prévues en gestion des dépenses publiques (budget)**

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2019
<b>Bénin</b>	1	Identification, suivi et gestion des risques budgétaires, en particulier liés aux investissements publics	Les structures responsables de l'identification et de l'évaluation des principaux risques budgétaires sont désignées et les procédures pour l'élaboration du rapport consolidé sur ces risques sont définies.
<b>Burkina Faso</b>	1	Appui à la préparation des plans d'engagement (PE) pour renforcer l'exécution budgétaire	Les principaux responsables de l'exécution budgétaire en mode programme sont sensibilisés et formés à la technique d'élaboration des PE et commencent à préparer leurs PE.
<b>Côte d'Ivoire</b>	1	Appui à l'optimisation de l'exécution budgétaire en mode programme	Les principaux responsables de l'exécution budgétaire en mode programme sont sensibilisés et formés aux nouveaux outils d'exécution budgétaire en environnement budget-programme et commencent à les mettre en œuvre.
<b>Guinée</b>	2	(1). Appui à la mise en place d'un cadre réglementaire de la gestion des investissements publics.	Un projet de décret règlementant la gestion, le suivi et l'évaluation de projets d'investissements publics est disponible.
		(2). Poursuite de l'appui à la mise en œuvre des AE/CP	Les dépenses d'investissements publics d'au moins six autres ministères sont présentées en AE-CP.
<b>Guinée-Bissau</b>	1	Appui à l'élaboration d'un manuel d'exécution de la dépense publique conforme aux directives de l'UEMOA	Un projet de manuel d'exécution de la dépense est préparé et est en cours d'examen dans les administrations pour validation.
<b>Mali</b>	2	Appui à la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation PIMA	La programmation, l'évaluation, la sélection et l'exécution des investissements publics sont améliorées par la mise en œuvre d'au moins la moitié des recommandations PIMA.
		Rationalisation du contrôle <i>a priori</i> pour optimiser l'exécution budgétaire en mode programme	Les redondances des contrôles sur la chaîne de la dépense sont identifiées et les travaux pour les harmoniser et les rationaliser sont bien avancés.
<b>Mauritanie</b>	1	Appui à l'élaboration des cadres de dépense à moyen termes (CDMT) dans les ministères	Les responsables budgétaires des ministères sont sensibilisés et formés à l'élaboration et la mise à jour des CDMT et au moins la moitié des ministères ont préparé leurs CDMT s.
<b>Niger</b>	1	Appui au renforcement de l'exécution budgétaire en environnement budget de programme	Les outils d'exécution budgétaire en environnement budget-programme sont adoptés et mis en œuvre par les principaux acteurs de la dépense publique.
<b>Sénégal</b>	1	Appui au renforcement de la crédibilité du budget et des cadres de performance du budget-programme.	La qualité, la pertinence et le réalisme des projets annuels de performances (PAP) d'au moins dix programmes et, partant, la crédibilité du budget-programme de l'État sont améliorées.
<b>Togo</b>	1	Appui à la mise en place d'un cadre réglementaire de la gestion des investissements publics	Un projet de décret règlementant la gestion, le suivi et l'évaluation de projets d'investissements publics est disponible.

**Tableau 10. Missions prévues par pays en gestion des dépenses publiques (comptabilité et Trésor)**

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2019
<b>Bénin</b>	2	Appui à l'élaboration d'un projet d'instruction relatif à la détermination des seuils de signification pour la comptabilisation des actifs non financiers et des stocks	L'instruction relative à la détermination des seuils significatifs pour la comptabilisation des principaux actifs non financiers et des stocks est disponible.
		Appui à l'élaboration des plans d'exécution de trésorerie et à la poursuite du projet de mise en place du compte unique du Trésor	La structure du CUT est améliorée et les plans d'exécution de la trésorerie sont élaborés.
<b>Burkina Faso</b>	2	Appui à l'élaboration d'une instruction relative à la clôture de l'exercice en comptabilité en droits constatés.	L'instruction relative à la clôture des comptes en comptabilité en droits constatés est disponible.
		Appui à la mise en œuvre du CUT.	La structure du CUT est améliorée.
<b>Côte d'Ivoire</b>	2	Appui à l'instruction sur l'exécution des opérations de fin de gestion et d'inventaire en comptabilité d'exercice	L'instruction relative aux opérations de fin de gestion et d'inventaires en comptabilité d'exercice est élaborée.
		Appui à l'élaboration des nouveaux états financiers	L'instruction relative à l'élaboration des nouveaux états financiers est disponible.
<b>Guinée</b>	1	Appui à la revue qualité du cahier des charges d'informatisation de la comptabilité générale de l'État	La qualité du cahier des charges d'informatisation de la comptabilité générale de l'État est améliorée – en coordination avec un appui de l'Union européenne.
<b>Guinée-Bissau</b>	2	Appui à la rédaction d'un manuel de procédures comptables pour la trésorerie générale (TG)	Le manuel de procédures comptables de la TG est disponible.
		Appui à la mise en œuvre du compte unique du Trésor	Le compte unique du Trésor est créé et opérationnel.
<b>Mali</b>	1	Appui à l'assainissement des comptes de la balance générale des comptes de l'État	Le plan d'assainissement des comptes de la balance de l'État est élaboré.
<b>Mauritanie</b>	1	Appui à la revue qualité des procédures de comptabilisation de la dette	Les procédures de comptabilisation de la dette sont améliorées
<b>Niger</b>	1	Appui à l'élaboration du nouveau PCE et coordination avec la nomenclature budgétaire	Le projet de PCE est élaboré et articulé avec la nomenclature budgétaire
<b>Sénégal</b>	1	Appui à l'élaboration des nouveaux états financiers	La méthodologie d'élaboration des états financiers est disponible.
<b>Togo</b>	1	Appui à la constitution du bilan d'ouverture	La méthodologie du bilan d'ouverture est disponible.

**Tableau 11. Missions prévues par pays en statistiques des finances publiques**

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2019
<b>Bénin</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✓ Finalisation des autres tableaux du cadre d'analyse minimum</li> <li>✓ Production d'une ébauche du bilan financier</li> <li>✓ Élargissement du champ des statistiques des finances publiques au secteur de l'administration publique</li> <li>✓ Mise en place d'un comité chargé des statistiques des finances publiques (SFP)</li> </ul>	<p>Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 (décembre 2019).</p> <p>La situation consolidée de l'administration publique est produite.</p>
<b>Burkina Faso</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✓ Affinement des situations de la dette et des flux de trésorerie</li> <li>✓ Production d'une ébauche du bilan financier</li> <li>✓ Élargissement du champ des statistiques des finances publiques au secteur de l'administration publique</li> <li>✓ Mise en place d'un comité chargé des statistiques des finances publiques (SFP)</li> </ul>	<p>Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 (décembre 2019).</p> <p>La situation consolidée de l'administration publique est produite.</p> <p>Une année de référence pour la production du compte de patrimoine est identifiée.</p>
<b>Côte d'Ivoire</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✓ Affinement des situations de la dette et des flux de trésorerie</li> <li>✓ Production d'une ébauche du bilan financier</li> <li>✓ Élargissement du champ des statistiques des finances publiques au secteur de l'administration publique</li> </ul>	<p>Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 (décembre 2019).</p> <p>La situation consolidée de l'administration publique est produite.</p> <p>Une année de référence pour la production du compte de patrimoine est identifiée.</p>
<b>Guinée</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✓ Affinement de la situation de la dette publique et des flux de trésorerie</li> <li>✓ Affinement de la table de passage du sous-secteur de la sécurité sociale</li> <li>✓ Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP)</li> </ul>	<p>Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont produites conformément au MSFP 2001/2014 (septembre 2020).</p>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2019
<b>Guinée-Bissau</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✓ Ébauche des situations de la dette et des flux de trésorerie</li> <li>✓ Affinement des tables de passage de la sécurité sociale et des collectivités locales</li> <li>✓ Encadrement des travaux du comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP)</li> </ul>	<p>Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales et sécurité sociale) sont finalisées et utilisées pour la production régulière des différents TOF (septembre 2019).</p> <p>Les versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites régulièrement (décembre 2019).</p>
<b>Mali</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✓ Affinement des situations de la dette et des flux de trésorerie</li> <li>✓ Élargissement progressif du champ des statistiques des finances publiques</li> <li>✓ Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP)</li> </ul>	<p>Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 (décembre 2019).</p>
<b>Mauritanie</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Basculement au TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✓ Élaboration des ébauches des autres tableaux du cadre d'analyse minimum</li> <li>✓ Examen des données pour l'élargissement progressif du champ des statistiques des finances publiques</li> <li>✓ Mise en place d'un comité chargé des statistiques des finances publiques (SFP)</li> </ul>	<p>La table de passage de l'administration publique centrale budgétaire est finalisée et les versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014 (mars 2019).</p>
<b>Niger</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✓ Affinement de la situation de la dette et de la situation de trésorerie</li> <li>✓ Élargissement du champ de couverture des SFP</li> </ul>	<p>Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014 (mars 2020).</p> <p>Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014 (mars 2019).</p> <p>L'ébauche de la table de passage des unités extrabudgétaires est élaborée.</p>
<b>Sénégal</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Affinement des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique</li> <li>✓ Production de la situation consolidée de l'administration publique selon les normes et délais de la NSDD</li> <li>✓ Élargissement des statistiques au secteur public</li> </ul>	<p>La situation consolidée des statistiques de l'administration publique est produite conformément aux délais de la NSDD (décembre 2018).</p> <p>Le TOFE des entreprises publiques est produit, tout comme des situations consolidées :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- De l'administration publique</li> <li>- Du secteur public</li> </ul>

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2019
		<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Élargissement du champ des tableaux du cadre d'analyse minimum</li> <li>✓ Mise en place d'un comité en charge des statistiques des finances publiques (SFP)</li> </ul>	
<b>Togo</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Finalisation de la production du TOFE selon le MSFP 2001/2014</li> <li>✓ Ébauche des situations de la dette et des flux de trésorerie</li> <li>✓ Finalisation de la table de passage des collectivités locales</li> <li>✓ Production d'une ébauche de table de passage de la sécurité sociale</li> </ul>	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales) sont affinées et une ébauche de table de passage pour les statistiques du sous-secteur de la sécurité sociale est produite (avril 2019).

**Tableau 12. Missions prévues par pays en statistiques du secteur réel**

Pays	Nombre de missions	Jalons 2019
<b>Bénin</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les comptes financiers 2015/2016 sont disponibles (30/09/2019). Une série rétropolée 1999-2016 conforme au SCN 2008 est disponible (31/12/2019).</li> <li>✓ Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.</li> </ul>
<b>Burkina Faso</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles. Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.</li> </ul>
<b>Côte d'Ivoire</b>	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008. Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.</li> <li>✓ Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles ; Les IHF sont désaisonnalisés et pris en compte dans l'élaboration des CNT.</li> </ul>
<b>Guinée</b>	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008. Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.</li> <li>✓ La série de PIB trimestriel 2006-2017 conforme au SCN 1993 est élaborée. Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IPI, ICA) sont disponibles.</li> </ul>
<b>Guinée-Bissau</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La maquette des comptes provisoires est adaptée au SCN 2008 (juillet 2019). Les sources de données ont été collectées et traitées (juillet 2019). Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IPI, ICA) sont disponibles.</li> </ul>
<b>Mali</b>	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.</li> <li>✓ Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008. La méthodologie de la rétropolation est préparée.</li> <li>✓ Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles. Les IHF sont désaisonnalisés et pris en compte dans l'élaboration des CNT.</li> </ul>

<b>Mauritanie</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles.</li> <li>✓ La série de PIB trimestriel 2006-2017 conforme au SCN 1993 est élaborée. Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IPI, ICA) sont disponibles.</li> </ul>
<b>Niger</b>	2	<p>Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles. Les IHF sont désaisonnalisés et pris en compte dans l'élaboration des CNT.</li> </ul>
<b>Sénégal</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles.</li> <li>✓ La méthodologie d'élaboration du TRE trimestriel est disponible.</li> </ul>
<b>Togo</b>	3	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.</li> <li>✓ Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008. La méthodologie de la rétropolation est préparée.</li> <li>✓ La série de PIB trimestriel 2000-2019 conforme au SCN 1993 est élaborée. Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles.</li> </ul>

**Tableau 13. Missions prévues par pays et institution en gestion de la dette**

<b>Pays/ Institution</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons 2020</b>
<b>Bénin</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcement de l'intégration de la gestion de trésorerie avec la gestion de la dette – Mission de suivi.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'écart entre les prévisions et les réalisations du plan de trésorerie a diminué.</li> <li>✓ Le calendrier d'émission est établi à partir du plan de trésorerie de l'État.</li> </ul>
<b>Burkina Faso</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Évaluation et prise en compte des risques liés aux partenariats public-privés dans la gestion de la dette publique.</li> <li>✓ Formation sur le cadre révisé de viabilité de la dette.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une démarche d'évaluation et de prise en compte des risques liés aux PPP est proposée.</li> <li>✓ La direction de la Dette publique a une meilleure compréhension de son rôle dans la gestion des risques liés aux PPP.</li> <li>✓ La qualité de l'analyse de viabilité produite par les autorités s'est améliorée.</li> </ul>
<b>Guinée</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme.</li> <li>✓ Renforcement de la prévision du service de la dette et du <i>reporting</i> de la dette.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le document de la SDMT contient : 1) l'historique et les principales vulnérabilités du portefeuille de la dette publique ; 2) la description de l'environnement de gestion de la dette au cours des prochaines années ; 3) la description de l'analyse entreprise pour justifier la stratégie recommandée et 4) la description de la stratégie recommandée et sa justification.</li> <li>✓ Une nouvelle procédure de prévision du service de la dette est mise en place.</li> <li>✓ Un dispositif de <i>reporting</i> de la dette est mis en place.</li> </ul>
<b>Guinée-Bissau</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appui à la préparation du plan annuel de financement.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les cadres sont formés à la démarche de préparation du plan annuel de financement.</li> </ul>
<b>Mali</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appui à l'amélioration des fonctionnalités de la nouvelle application de gestion des données de la dette.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le champ de couverture fonctionnelle de l'application est élargi aux bons et obligations du Trésor.</li> <li>✓ Le processus de nettoyage, de validation et de réconciliation de la base de données a débuté.</li> </ul>

<b>Mauritanie</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appui à la mise en œuvre de la nouvelle procédure d'émission des titres d'État.</li> <li>✓ Formation sur la stratégie de dette à moyen terme.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le Trésor émet les bons et obligations du Trésor sur la base des modalités et procédures révisées d'émission des valeurs du Trésor.</li> <li>✓ Les cadres sont formés à l'utilisation de l'outil analytique de la stratégie de dette à moyen terme.</li> </ul>
<b>Niger</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcement de l'intégration de la gestion de la trésorerie avec la gestion de la dette.</li> <li>✓ Formation sur le cadre révisé de viabilité de la dette.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ La feuille de route pour faciliter une meilleure intégration de la gestion de la trésorerie avec la gestion de la dette est produite.</li> <li>✓ La qualité de l'analyse de viabilité produite par les autorités s'est améliorée.</li> </ul>
<b>Sénégal</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Formation sur l'évaluation des offres de financement et des demandes de garantie.</li> <li>✓ Renforcement du cadre de gestion des risques liés au portefeuille de <i>swap</i> de devises</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Les agents sont formés sur la démarche d'évaluation des offres de financement et des demandes de garantie de l'État.</li> <li>✓ Le projet du manuel de procédures de gestion des risques du portefeuille de <i>swap</i> de devises est produit.</li> </ul>
<b>Togo</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcement de la prévision du service de la dette et du <i>reporting</i> de la dette.</li> <li>✓ Formation sur le cadre révisé de viabilité de la dette.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Une nouvelle procédure de prévision du service de la dette est mise en place.</li> <li>✓ Le dispositif actuel de <i>reporting</i> des données de la dette est amélioré.</li> <li>✓ La qualité de l'analyse de viabilité produite par les autorités s'est améliorée.</li> </ul>
<b>Agence UMOA-Titres</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Mise à jour du manuel de procédures.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Le manuel de procédures est mis à jour.</li> </ul>
<b>CREPMF</b>	1	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcement du dispositif de réalisation des opérations d'émission de titres d'État par placement privé.</li> </ul>	Le projet de la nouvelle procédure de réalisation des opérations de titres d'État par placement privé est produit.

**Tableau 14. Missions prévues par pays en supervision et restructuration bancaires**

<b>Institutions/ Pays</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons 2020</b>
<b>BCEAO/ SGCBU</b>	4	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Assistance sur le dispositif de traitement des banques systémiques.</li> <li>✓ Formation sur le risque de crédit</li> <li>✓ Élaboration d'une méthodologie de contrôle sur place en matière de lutte contre le blanchiment et de financement du terrorisme.</li> <li>✓ Élaboration d'une méthodologie de contrôle sur place en matière de risques informatiques des banques</li> </ul>
<b>CREPMF</b>	2	Renforcement de la réglementation et de la supervision des entités de marché	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Définition de dispositions comptables applicables aux entités de marchés.</li> <li>✓ Revue des dispositions prudentielles et élaboration des projets de textes.</li> <li>✓ Mise en œuvre de la supervision par les risques des entités de marchés.</li> </ul>

<b>Guinée</b>	4	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Appui à la mise en œuvre du nouveau plan comptable.</li> <li>✓ Travaux préliminaires sur la définition des éléments de fonds propres et les exigences de capital.</li> <li>✓ Rédaction d'un projet de règlement sur la définition des éléments de fonds propres et les exigences de capital.</li> <li>✓ Consultation des banques sur le projet de règlement.</li> <li>✓ Étude de faisabilité de l'introduction des dispositions d'IFRS 9</li> <li>✓ Revue et enrichissement du système de notation des banques de la BCRG.</li> </ul>
<b>Mauritanie</b>	3	Renforcement de la réglementation et de la supervision bancaires	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Revue de la réglementation sur la concentration et les transactions avec les parties liées.</li> <li>✓ Travaux préliminaires sur l'adoption d'un ratio de transformation.</li> <li>✓ Formation à la supervision par les risques.</li> <li>✓ Finalisation des cadres de <i>reporting</i> pour la solvabilité et la liquidité.</li> <li>✓ Accompagnement des parties prenantes à la transition vers le nouveau système prudentiel.</li> <li>✓ Support aux études de banques.</li> <li>✓ Support à la définition du programme d'enquêtes.</li> </ul>

**Tableau 15. Missions prévues par pays en analyses macroéconomique et budgétaire**

<b>Pays</b>	<b>Nombre de missions</b>	<b>Activités</b>	<b>Jalons 2020</b>
<b>Bénin</b>	1	Renforcement des indicateurs à haute fréquence	<p>Les indicateurs de suivi de la conjoncture du secteur informel sont améliorés.</p> <p>Le contenu de la note d'analyse de la conjoncture du secteur informel est amélioré.</p>
<b>Burkina Faso</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcement du dispositif et des outils de projection des recettes macroéconomiques</li> <li>✓ Analyse de la viabilité de la dette</li> </ul>	<p>Les spécifications d'un dispositif de prévision des recettes sont déterminées.</p> <p>Un plan de renforcement des outils de prévision des recettes est valide.</p> <p>Un modèle de projection à long terme robuste est élaboré et sert de base pour les analyses de viabilité de la dette.</p> <p>Le cadrage macro-budgétaire est lié au cadre de viabilité de la dette.</p>
<b>Côte d'Ivoire</b>	1	Utilisation des comptes nationaux trimestriels pour les prévisions macroéconomiques	Les estimations sur les années n-1 et les prévisions sur l'année n du cadrage sont cohérentes avec les résultats des comptes nationaux trimestriels.

Pays	Nombre de missions	Activités	Jalons 2020
<b>Guinée</b>	1	Renforcement du dispositif et de la pratique de cadrage macroéconomique et budgétaire et de prévision de recettes fiscales	La note de cadrage macroéconomique et budgétaire comprend (1) des scénarios d'aléas en même temps que le scénario de base et intégrés dans la documentation budgétaire et (2) les analyses des écarts entre prévisions macroéconomiques et réalisations ou prévisions révisées.  Les spécifications d'un dispositif de prévision des recettes budgétaires sont déterminées.
<b>Guinée-Bissau</b>	1	Intégration des nouvelles séries de comptes nationaux dans TCHINTCHOR	Le modèle TCHINTCHOR intègre le TRE élaboré sur la base du SCN 2008 sur l'année de base 2015.
<b>Mali</b>	1	Renforcement de l'appropriation du modèle MME_DNPD	Les cadres de la DNPD utilisent le modèle MME_DNPD dans le cadre de la préparation du budget. Une note de cadrage macroéconomique est mise en place.
<b>Mauritanie</b>	1	Mise en place d'un modèle macroéconomique	Un modèle macroéconomique couvrant les quatre secteurs est opérationnel.
<b>Niger</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Intégration des nouvelles séries de comptes nationaux dans AYOROU</li> <li>✓ Mise en place d'un dispositif de prévision des recettes budgétaires</li> </ul>	Le modèle TCHINTCHOR intègre le TRE élaboré sur la base du SCN 2008 sur l'année de base 2015. Les spécifications d'un dispositif de prévision des recettes budgétaires sont déterminées.
<b>Sénégal</b>	1	Élaboration de modèles de projections macroéconomiques basées sur le TRE	Un modèle macroéconomique avec un module TRE couvrant les quatre secteurs est élaboré.
<b>Togo</b>	2	<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Renforcement de la pratique du cadrage macroéconomique avec PRECOMAT 3.0</li> <li>✓ Renforcement du cadrage budgétaire à moyen terme</li> </ul>	Le cadrage macroéconomique et budgétaire est préparé en utilisant le modèle PRECOMAT 3.0.  Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques.

Tableau 16. Programme de travail de l'AF 2020

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020

Administration douanière

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Un plus grand nombre d'entreprises importatrices est contrôlé progressivement par un programme de contrôles après dédouanement correctement conçu.	Entre 5 et 8% des opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de contrôle après dédouanement.	Mai-juil. 2019	1	0	2	3	
Bénin	Poursuivre le renforcement de la gestion automatisée du risque.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Le système de sélectivité des contrôles fondé sur les risques a considérablement réduit le nombre de contrôles physiques.	Le taux de sélectivité des déclarations de mise à la consommation est respectivement de 20% (circuit rouge), 50% (circuit jaune) et 30% (circuit vert).	Nov. 2019-jan. 2020	1	1	2	4	
Burkina Faso	Poursuivre le renforcement de la gestion et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Le cadre réglementaire pour contrôler les régimes suspensifs et les exonérations est renforcé.	(1) Les régimes suspensifs et les exonérations ont été automatisés dans le système informatique des douanes et (2) entre 8 et 12% des opérateurs économiques sont contrôlés dans le cadre d'un programme de contrôle après dédouanement.	Août-oct. 2019	1	0	2	3	
Burkina Faso	Poursuivre l'appui au renforcement de la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et la classification tarifaire des marchandises s'améliore.	Les outils d'aide à la décision (base de données, manuels de procédures, fiches techniques) ont été mis en place et sont utilisés par les agents des douanes (contrôle primaire et CAD).	Août-oct. 2019 et fév.-avr. 2020	1	2	0	3	2 missions.

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Administration douanière**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	Poursuivre le renforcement des capacités des agents de la surveillance en termes d'analyse de risque et de ciblage.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	L'efficacité de la lutte contre la fraude et la contrebande s'améliore.	Entre 10% et 15% des contrôles effectués par les agents de la surveillance proviennent de l'analyse des risques effectuée préalablement.	Août-oct. 2019	1	0	2	3	
Guinée	Poursuivre le PPAT sur la gestion automatisée du transit.	Les opérateurs de commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.	L'alignement des procédures douanières (incluant le transit) avec les normes internationales et l'objectif d'intégration régional s'améliorent.	La procédure de transit national est automatisée et l'étude de faisabilité pour l'interconnexion avec les douanes voisines (Mali, Sierra Leone) est lancée.	Mai-juil. 2019	1	0	2	3	
Guinée	Renforcer les capacités sur la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	La stratégie pour la mise en place d'un service dédié à l'évaluation en douane est définie et adoptée.	Août-oct. 2019	1	1	2	4	
Guinée-Bissau	Poursuivre le PPAT sur l'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'accord de l'OMC sur l'évaluation.	Mai-juil. 2019	1	2	0	3	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Administration douanière**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau	Poursuivre la révision de la loi sur le contentieux douanier de 1944.	Les initiatives en matière de facilitation des échanges et de services contribuent davantage au respect volontaire des lois.	Les lois, réglementations et directives douanières ont été simplifiées et sont facilement accessibles.	Le projet de loi régissant le contentieux douanier a été élaboré et discuté par la douane.	Nov. 2019-jan. 2020	1	1	2	4	
Mali	Finaliser la mise en œuvre de l'instruction-cadre sur le dédouanement.	Les opérateurs du commerce extérieur respectent leurs obligations déclaratives et de paiement.	La traçabilité des marchandises et des actions douanières dans SYDONIA World est renforcée.	Les délais de dédouanement ont été fortement réduits dans les principaux bureaux de douane.	Nov. 2019-jan. 2020	1	0	2	3	
Mauritanie	Poursuivre l'utilisation de l'analyse des données miroir pour renforcer l'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	Le module "Valeurs" de SYDONIA World est également alimenté par les données provenant de l'analyse des données miroir.	Nov. 2019-jan. 2020	1	1	2	4	
Mauritanie	Poursuivre le renforcement des capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Un plus grand nombre d'entreprises importatrices est contrôlé progressivement par un programme de contrôles après dédouanement correctement conçu.	Les manuels de procédures sont élaborés, validés et mis en œuvre par les services (CAD et renseignement).	Août-oct. 2019	1	1	2	4	
Niger	Poursuivre le PPAT sur l'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	Les outils d'aide à la décision (base de données, manuels de procédure, fiches techniques) ont été mis en place et sont utilisés par les agents des douanes (contrôle primaire et CAD).	Août-oct. 2019	1	0	2	3	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Administration douanière**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Niger	Renforcer les capacités dans le domaine du contrôle après dédouanement.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Un plus grand nombre d'entreprises importatrices est contrôlé progressivement par un programme de contrôles après dédouanement correctement conçu.	La stratégie pour le renforcement des capacités du contrôle après dédouanement est définie et adoptée.	Août-oct. 2019	1	2	0	3	
Sénégal	Poursuivre l'appui au renforcement de la fonction d'évaluation en douane.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	Les contrôles primaires et les contrôles après dédouanement sur la valeur en douane sont mieux alignés sur les principes de l'accord de l'OMC sur l'évaluation.	Fév.-avril 2020	1	1	0	2	
Togo	Poursuivre le renforcement de la gestion automatisée du risque.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	Le système de sélectivité des contrôles fondé sur les risques a réduit considérablement le nombre de contrôles physiques.	Le système de sélectivité des contrôles fondé sur les risques a réduit considérablement le nombre de contrôles physiques.	Mai-juil. 2019	1	0	2	3	
Côte d'Ivoire Mission de suivi	Améliorer les fonctions d'administration douanière.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	Des mesures visant à améliorer l'application des normes internationales ont été mises en place.	Fév.-avr. 2020	1	1	0	2	Participation mission FAD (financement JSA).
Pays membres Séminaire	Améliorer les fonctions d'administration douanière.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	Des mesures visant à améliorer l'application des normes internationales ont été mises en place.	Août-oct. 2019	1	1	0	2	Participation séminaire organisé par FAD (financement JSA).

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Administration douanière**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres Séminaire	Disposer de données au service des contrôles.	Les contrôles douaniers lors du processus de dédouanement sont plus efficaces et les informations fournies sont véridiques.	L'application effective de procédures basées sur des normes internationales pour la valeur, l'origine et l'espèce tarifaire s'améliore.	(1) L'intérêt d'une utilisation pertinente et efficace des données, disponibles dans le système d'information, pour mieux cibler les contrôles; (2) L'importance du contrôle physique, de l'intégration du résultat des contrôles, du contrôle après dédouanement et de la sanction des infractions pour plus d'efficacité de la douane en termes de récupération des recettes.	Mai-juil. 2019	1	1	2	4	Pays membres Séminaire
Bénin Stage	Pourvoir l'administration d'un outil de gestion du contentieux douanier.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	L'efficacité de la lutte contre la fraude et la contrebande est améliorée.	Les cadres bénéficiaires possèdent les outils nécessaires pour contribuer à la mise en production du module « Contentieux » de SYDONIA World dans leur administration d'origine.	Mai-juil. 2019	1	0	0	1	
Mauritanie Stage	Renforcer les capacités en matière de contrôle après dédouanement.	Les programmes de contrôles après dédouanement et de lutte contre la fraude assurent plus efficacement l'application des dispositions du Code des douanes.	Un plus grand nombre d'entreprises importatrices est progressivement contrôlé par un programme de contrôles après dédouanement correctement conçu.	Les cadres bénéficiaires possèdent les outils nécessaires pour contribuer au renforcement du contrôle après dédouanement dans leur administration d'origine.	Fév.-avr. 2020	1	0	0	1	
Pays membres Séminaire	Renforcer l'éthique douanière.	La transparence et la responsabilité sont soutenues plus efficacement par un contrôle externe indépendant et des contrôles internes.	Des contrôles internes couvrant toutes les principales opérations et des mécanismes d'assurance de l'intégrité du personnel sont en place ou ont été renforcés.	La perception positive du public vis-à-vis de l'intégrité du personnel douanier est en augmentation constante.	Août-oct. 2019	1	1	0	2	Participation séminaire organisé avec AFRITAC Ouest 2, la CEDEAO et l'OMD.
<b>Total</b>						<b>22</b>	<b>16</b>	<b>26</b>	<b>64</b>	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Renforcer l'action en recouvrement	Le respect des obligations de paiement progresse.	Le stock et le flux des restes à recouvrer est maîtrisé (TADAT POA5-15)	(1) Le stock des restes à recouvrer est clairement identifié ; (2) celui des créances recouvrables est réduit de 5% par an et (3) 20% au moins des restes à recouvrer irrécouvrables sont admis en non-valeur.	Mai-juil. 2019	1	1	2	4	
Bénin	Renforcer la lutte contre la fraude fiscale	La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).	(1) 30% des déclarations de TVA, créditrices ou néant, sont contrôlées chaque année et (2) 20% des nouveaux contribuables sont détectés grâce aux recouvrements des données de l'administration	Mai 2019 -avril 2020	1	2	0	3	Participation à la mission FAD
Burkina Faso	Renforcer l'action en recouvrement	Le respect des obligations de paiement progresse.	Le stock et le flux des restes à recouvrer est maîtrisé (TADAT POA5-15).	(1) Le stock des restes à recouvrer est clairement identifié et (2) 20% au moins des restes à recouvrer recouvrables sont recouverts	Août -oct. 2019	1	1	2	4	
Burkina Faso	Renforcer la lutte contre la fraude fiscale	La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).	(1) 40% des déclarations de TVA, créditrices ou néant, sont contrôlées chaque année et (2) 25% des déclarations considérées comme le plus à risque, sont contrôlées chaque année	Mai 2019 -avril 2020	1	2	0	3	Participation à la mission FAD

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Administration fiscale**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	Renforcer l'action en recouvrement	Le respect des obligations de paiement progresse.	Le stock et le flux des restes à recouvrer est maîtrisé (TADAT POA5-15).	(1) Le stock des restes à recouvrer recouvrables est réduit de 10% par an et (2) 20% au moins des restes à recouvrer irrécouvrables sont admis en non-valeur.	Nov. 2019 -jan. 2020	1	1	2	4	
Côte d'Ivoire	Renforcer la gestion du risque d'indiscipline fiscale	L'administration fiscale définit mieux ses priorités grâce à une gestion du risque plus efficace.	L'identification, l'évaluation, le classement et la quantification des risques d'incivisme fiscal progresse (TADAT POA2-3).	(1) Des informations, tant internes qu'externes, sont collectées pour identifier les risques majeurs et (2) la programmation des contrôles est basée sur l'analyse risque.	Mai-juil. 2019	1	2	0	3	Participation à la mission FAD (probablement en juillet 2019)
Guinée-Bissau	Fiabiliser le fichier des contribuables	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore.	L'enregistrement des contribuables s'améliore grâce à la mise en place de procédures d'immatriculation renforcées (TADAT POA1-2).	75% des micros-entreprises sont enregistrées dans le fichier des contribuables.	Mai-juil. 2019	1	1	2	4	
Mali	Renforcer l'action en recouvrement	Le respect des obligations de paiement progresse.	Le stock et le flux des restes à recouvrer est maîtrisé (TADAT POA5-15).	(1) Le stock des restes à recouvrer est clairement identifié ; (2) celui des créances recouvrables est réduit de 5% par an et (3) 20% au moins des restes à recouvrer irrécouvrables sont admis en non-valeur.	Mai 2019 -avril 2020	1	2	2	5	
Mali	Renforcer l'administration des moyennes entreprises	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore.	Les informations relatives aux contribuables, enregistrées dans le système d'exploitation, sont fiables et pertinentes (TADAT POA1-1).	(1) Le répertoire des moyennes entreprises s'accroît de 10% et (2) le transfert des dossiers entre la DGE et la DME est effectif.	Nov. 2019 avril 2020	1	2	0	3	Participation à la mission FAD (prévue T3 ou T4)

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Administration fiscale**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Renforcer l'action en recouvrement	Le respect des obligations de paiement progresse	Le stock et le flux des restes à recouvrer est maîtrisé (TADAT POA5-15).	20% au moins des restes à recouvrer recouvrables sont recouverts.	Août -oct. 2019	1	1	2	4	
Mauritanie	Renforcer la lutte contre la fraude fiscale	La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).	20% des déclarations de TVA des moyennes entreprises, créditrices ou néant, font l'objet d'un contrôle ponctuel chaque année.	Fév.-avr. 2020	1	1	2	4	
Sénégal	Renforcer la lutte contre la fraude fiscale	La programmation, les résultats le suivi et l'analyse des contrôles diligentés progressent.	Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).	(1) 25% des déclarations de TVA des moyennes entreprises, créditrices ou néant, font l'objet d'un contrôle ponctuel chaque année et (2) 20% des nouveaux contribuables sont détectés grâce aux recouvrements.	Août -oct. 2019	1	1	2	4	
Sénégal	Renforcer l'action en recouvrement	Le respect des obligations de paiement progresse.	Le stock et le flux des restes à recouvrer est maîtrisé (TADAT POA5-15).	(1) 20% au moins des restes à recouvrer recouvrables sont recouverts et (2) le processus de traitement des demandes de remboursement de crédit de TVA est basé sur l'analyse risque.	Mai 2019 -avril 2020	1	2	0	3	Participation à la mission FAD

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Administration fiscale**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres Séminaire	Développer le contrôle interne et le contrôle de gestion, deux outils de pilotage insuffisamment utilisés dans la sous-région	30 participants (3 cadres par pays) partagent leurs expériences en séance et élaborent en ateliers les actions à mener pour promouvoir ces deux outils	Les pratiques en matière de contrôle interne et de contrôle de gestion sont consolidées.	Le séminaire se tient comme prévu.	Nov. 2019- jan. 2020	2	1	1	4	
Stage	Organiser un stage d'apprentissage par les pairs dans un pays hôte	Cinq cadres bénéficient d'une semaine d'immersion dans un pays tiers afin de mutualiser les bonnes pratiques et de renforcer leurs compétences techniques.	Les compétences techniques se renforcent.	Le stage est réalisé.	Mai 2019- avril 2020	2	0	0	2	En fonction des besoins exprimés
Guinée	Renforcer les opérations fiscales	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore.	(1) Les informations d'identification des contribuables sont fiabilisées (TADAT POA1-1).	(1) La transmission du « répertoire des contribuables fiscalement actifs » à la douane est amorcée et (2) 75% des contribuables du répertoire « fourre-tout » du SGE et 50% du SME sont traités et leur statut clarifié.	Mai- juil. 2019	1	3	0	4	
Guinée	Renforcer la gouvernance fiscale et de la conduite des réformes	L'organisation est efficiente et contribue à la mise en œuvre des réformes.	(1) Les capacités de conduite des réformes sont renforcées.	(1) Une structure chargée de la conduite des réformes est opérationnelle. (2) Un cadre de gestion de la performance est formalisé.	Août- oct. 2019	1	3	2	6	
Guinée	Renforcer les opérations fiscales	Le pilotage du contrôle fiscal et la gestion des arriérés s'améliorent.	(1) Les mesures de contrôle des déclarations inexactes se renforcent (TADAT POA6-16) ; (2) ainsi que le management des arriérés (TADAT PO5-15).	(1) 25% des déclarations créditrices et néant sont contrôlées au SGE et 15% au SME. (2) Les RAR sont de 20-50% SGE/SME par rapport au total des recettes recouvrées.	Nov. 2019- jan. 2020	1	2	0	3	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Administration fiscale**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Renforcer la gouvernance fiscale et de la conduite des réformes	Les capacités de conduite des réformes sont renforcées.	(1) Les capacités de conduite des réformes sont renforcées	(1) Une structure chargée de la conduite des réformes est opérationnelle (2) Un cadre de gestion de la performance est formalisé.	Fév.-avril 2020	1	2	2	5	
Niger	Appuyer le renforcement des opérations fiscales de la DGI	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore.	(1) Les informations d'identification des contribuables sont fiabilisées (TADAT POA1-1).	(1) La transmission du « répertoire des NIF fiscalement actifs » à la douane est amorcée ; (2) 95% du répertoire « fourre-tout » de la DGE est traité et les statuts déclaratifs clarifiés et (3) 85% du répertoire « fourre-tout » de la DME est traité et les statuts déclaratifs clarifiés.	Août-oct. 2019	1	3	0	4	
Niger	Appuyer le renforcement des opérations fiscales de la DGI	Le pilotage du contrôle fiscal s'améliore.	(2) Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).	(1) 20% des déclarations créditrices et néant sont contrôlées au SGE et 10% au SME	Nov. 2019-jan. 2020	1	3	0	4	
Niger	Appuyer le renforcement des opérations fiscales de la DGI	La fonction enquêtes/recherche contribue à l'élargissement de l'assiette, notamment des moyens contribuables.	(1) Les données de recoupements sont exploitées (TADAT POA6-16).	(1) 150 nouveaux moyens contribuables sont identifiés et transférés à la DME.	Fév.-avr. 2020	1	3	0	4	
Togo	Appuyer le renforcement des opérations fiscales de la DGI	La fiabilité du fichier des contribuables s'améliore.	(1) les informations d'identification des contribuables sont fiabilisées (TADAT POA1-1).	(1) La transmission du « répertoire des NIF fiscalement actifs » à la douane est amorcée ; (2) 95% du répertoire « fourre-tout » de la DGE est traité et les statuts déclaratifs clarifiés et (3) 85% du répertoire « fourre-tout » de la DME est traité et les statuts déclaratifs clarifiés.	Août-oct. 2019	1	2	0	3	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
Administration fiscale

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	Appuyer le renforcement des opérations fiscales de la DGI	Le pilotage du contrôle fiscal s'améliore.	(1) Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).	(1) La couverture du fichier par le contrôle fiscal externe est de 20% DGE et de 12% DME.	Nov. 2019- jan. 2020	1	3	2	6	
Togo	Appuyer le renforcement des opérations fiscales de la DGI	Le pilotage du contrôle fiscal s'améliore.	(1) Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).	(1) 20% des déclarations créditrices et néant sont contrôlées à la DGE et 10% à la DME.	Fév.-avr. 2020	1	2	0	3	
Togo Stage	Gérer le projet d'informatisation	Les fonctions supports sont renforcées.	(1) Le système informatique s'améliore.	(1) Les délais du projet d'informatisation sont respectés.	Mai-juil 2019	1	0	0	1	
Niger Stage	Piloter le contrôle fiscal	Le pilotage du contrôle fiscal s'améliore.	(1) Les mesures prises pour détecter les inexactitudes dans les déclarations souscrites et dissuader les contribuables de comportements frauduleux sont effectives et efficaces (TADAT POA6-16).	(1) Les indicateurs du contrôle fiscal sont définis et les statistiques disponibles (DGE ; DME).	Fév.-avr. 2020	1	0	0	1	
Pays membres Séminaire	Faire comprendre les enjeux et défis de la maîtrise des répertoires des contribuables	Trente participants (3 cadres par pays) partagent leurs expériences en séance et élaborent en ateliers les actions à mener pour maîtriser les répertoires des contribuables.	(1) Les pratiques en matière de tenue et de mise à jour des répertoires des contribuables sont consolidées.	(1) Le séminaire se tient comme prévu.	Mai-juil. 2019	1	1	0	2	
					<b>Total</b>	<b>30</b>	<b>47</b>	<b>23</b>	<b>100</b>	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Gestion des dépenses-Budget**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Améliorer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires, en particulier liés aux investissements publics	La crédibilité et la transparence des documents budgétaires est améliorée par l'inclusion d'un rapport sur l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires.	PEFA PI-10.3	Les structures responsables de l'identification et de l'évaluation des principaux risques budgétaires sont désignées et les procédures pour l'élaboration du rapport consolidé sur ces risques sont définies.	Août-oct. 2019	1	2	2	5	
Burkina Faso	Appuyer la préparation des plans d'engagement (PE) pour renforcer l'exécution budgétaire	Les plans d'engagement des dépenses sont élaborés par l'ensemble des ministères, consolidés par la DGB et arrimés au plan de trésorerie pour renforcer la gestion de trésorerie.	PEFA PI-21.2 et 21.3	Les principaux responsables de l'exécution budgétaire en mode programme sont sensibilisés et formés à la technique d'élaboration des PE et commencent à préparer leurs PE.	Mai-juil. 2019	1	2	2	5	
Côte d'Ivoire	Appuyer l'optimisation de l'exécution budgétaire en mode programme	Le dispositif d'exécution du budget est renforcé et adapté à la gestion axée sur les résultats.	PEFA PI-25	Les principaux responsables de l'exécution budgétaire en mode programme sont sensibilisés et formés aux nouveaux outils d'exécution budgétaire en environnement budget et commencent à les mettre en œuvre.	Fév.-avr. 2019	1	2	2	5	
Guinée	Appuyer la mise en place d'un cadre réglementaire de la gestion des investissements publics	Un projet de texte réglementaire de haut niveau est disponible pour encadrer la gestion des investissements publics.	PEFA PI-11, PIMA 2 et 6-10	Un projet de décret réglementant la gestion, le suivi et l'évaluation de projets d'investissements publics est disponible.	Mai-juil. 2019	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Gestion des dépenses-Budget**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Poursuivre l'appui à la mise en œuvre des autorisations d'engagement et des crédits de paiement (AE-CP)	Les acteurs de la dépense d'investissement se sont approprié la technique des AE-CP.	PEFA PI-11, PIMA 6 et 11	Les dépenses d'investissements publics d'au moins six autres ministères sont présentées en AE-CP.	Nov 19-jan. 20	1	2	0	3	
Guinée-Bissau	Appuyer l'élaboration d'un manuel d'exécution de la dépense publique conforme aux directives de l'UEMOA.	L'exécution budgétaire et le contrôle de l'exécution du budget sont améliorés.	PEFA PI-25	Un projet de manuel d'exécution de la dépense est préparé et est en cours d'examen dans les administrations pour validation.	Nov. 2019-jan. 2020	1	2	2	5	
Mali	Mettre en œuvre des recommandations de l'évaluation PIMA.	Le plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations du PIMA est réalisé convenablement au titre des actions prévues pour les années 2019 et 2020.	PEFA PI-11, PIMA 2 et 6-10	La programmation, l'évaluation, la sélection, l'exécution et le suivi des investissements publics sont améliorés par la mise en œuvre d'au moins la moitié des recommandations.	Août-oct. 2019	1	1	2	4	
Mali	Rationaliser le contrôle <i>a priori</i> pour optimiser l'exécution budgétaire en mode programme	L'exécution budgétaire et le contrôle de l'exécution du budget sont améliorés et adaptés à la gestion axée sur les résultats.	PEFA PI-25	Les redondances des contrôles sur la chaîne de la dépense sont identifiées et les travaux pour les harmoniser et les rationaliser ont bien avancé.	Nov. 19-jan. 2020	1	1	2	4	
Mauritanie	Appuyer l'élaboration des cadres de dépense à moyen termes (CDMT) dans les ministères	Les responsables financiers des ministères sont formés à l'élaboration des CDMT et les projets de CDMT d'au moins cinq ministères sont disponibles.	PEFA PI-16.1 et 16.2	Les responsables budgétaires des ministères sont sensibilisés et formés à l'élaboration et la mise à jour des CDMT et au moins la moitié des ministères ont préparé leurs CDMT.	Août-oct. 2019	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Gestion des dépenses-Budget**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Niger	Appuyer le renforcement de l'exécution budgétaire en environnement budget de programme	Le dispositif d'exécution du budget est renforcé et adapté à la gestion axée sur les résultats.	PEFA PI-25	Les outils d'exécution budgétaire en environnement budget-programme sont adoptés et mis en œuvre par les principaux acteurs de la dépense publique.	Nov. 2019-jan. 2020	1	2	2	5	
Sénégal	Appuyer le renforcement de la crédibilité du budget et des cadres de performance du budget-programme	Les objectifs et indicateurs de performance des programmes budgétaires sont pertinents, réalistes et cohérents au regard des ressources disponibles pour les réaliser.	PEFA PI-8	La qualité, la pertinence et le réalisme des projets annuels de performances (PAP) d'au moins dix programmes et, partant, la crédibilité du budget-programme de l'État sont améliorées.	Mai-juil. 2019	1	1	2	4	
Togo	Appuyer la mise en place d'un cadre réglementaire de la gestion des investissements publics	Un projet de texte réglementaire de haut niveau est disponible pour encadrer la gestion des investissements publics	PEFA PI-11 ; PIMA 2 et 6-10	Un projet de décret réglementant la gestion, le suivi et l'évaluation de projets d'investissements publics est disponible.	Fév.-avril 2020	1	1	2	4	
UEMOA	Renforcer les capacités des professionnels des finances publiques de l'espace UEMOA	Les professionnels des FP s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires et à travers des notes techniques sur les nouvelles problématiques.	La tenue effective des réunions de l'Observatoire des finances publiques et du Réseau des praticiens des finances publiques.	Plus de la majorité des pays membres de l'UEMOA ont mis en œuvre les réformes budgétaires induites de leurs lois organiques de relatives aux lois de finances issues des directives régionales.	Mai-juil. 2019 et nov.2019-jan. 2020	1	2	0	3	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Gestion des dépenses-Budget**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres Stage	Préparer et superviser un voyage d'études en Côte d'Ivoire	Les capacités des stagiaires sont renforcées dans les domaines objets de leurs voyages	Le stage a lieu comme prévu		Nov.2019-jan.2020 et Fév.-avr.2020	1	0	0	1	
Pays membres Séminaire	Organiser un séminaire sur le thème : Programmation, budgétisation et suivi des investissements publics	Les participants se sont approprié les principes, règles et bonnes pratiques de gestion des investissements publics.	PEFA PI-11; PIMA PI-2 et 6-10	La gestion des investissements publics est améliorée dans au moins la moitié des pays couverts par le Centre.	Nov.2019-jan.2020	2	1	0	3	
Pays membres Séminaire	Organiser un séminaire sur l'organisation et les attributions des directions générales du budget au regard des innovations introduites par les nouveaux cadres juridiques de GFP				Nov.2019 – jan.2020	1	1	1	3	
<b>Total</b>						<b>17</b>	<b>24</b>	<b>23</b>	<b>64</b>	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Appui à l'élaboration d'un projet d'instruction relatif à la détermination des seuils de signification pour la comptabilisation des actifs non financiers et des stocks	L'instruction sur les seuils significatifs de comptabilisation des principaux actifs non financiers et des stocks est appliquée	<b>FTC 1.3.1 and PEFA PI- 27 :</b> Rapports budgétaires en cours d'année. <b>Champ d'application :</b> Les informations sur l'exécution du budget sont complètes, précises et opportunes. La cohérence des rapports budgétaires en cours d'année avec la couverture et la classification budgétaires, facilite le suivi de la performance budgétaire	L'instruction relative à la détermination des seuils significatifs pour la comptabilisation des principaux actifs non financiers et des stocks est élaborée	Mai-juil. 2019	1	2	2	5	
Bénin	Appui à l'élaboration des plans d'exécution de trésorerie et à la poursuite du projet de mise en place du Compte Unique du Trésor	Le CUT est mis en œuvre et les plans d'exécution de la trésorerie sont opérationnels	<b>PEFA PI-20 :</b> Comptabilisation des recettes. <b>Champ d'application :</b> Les recettes fiscales et non fiscales sont déposées dans un compte unique du Trésor, comptabilisées selon des procédures transparentes	La structure du CUT est améliorée et les plans d'exécution de la trésorerie sont disponibles	Août-oct. 2019	1	2	2	5	
Burkina Faso	Appui à l'élaboration d'une instruction de clôture de l'exercice (calendrier et opérations d'inventaire)	L'instruction relative à la clôture de l'exercice (calendrier et opérations d'inventaire) est mise en œuvre	<b>FTC 1.3.1 and PEFA PI- 27 :</b> Rapports budgétaires en cours d'année. <b>Champ d'application :</b> Les informations sur l'exécution du budget sont complètes, précises et opportunes. La cohérence des rapports budgétaires en cours d'année avec la couverture et la classification budgétaires, facilite le suivi de la performance budgétaire	L'instruction relative à la clôture de l'exercice (calendrier et opérations d'inventaire) est élaborée	Fév.-avr. 2020	1	1	2	4	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Burkina Faso	Appuyer la mise en œuvre du Compte unique du Trésor (CUT)	Le CUT est mis en œuvre.	<b>PEFA PI-20</b> : Comptabilisation des recettes. <b>Champ d'application</b> : Les recettes fiscales et non fiscales sont déposées dans un compte unique du Trésor, comptabilisées selon des procédures transparentes.	La structure du CUT est mise en place à la Banque centrale.	Août-oct. 2019	1	1		2	En coordination avec le projet d'appui de la GIZ
Côte d'Ivoire	Appuyer l'instruction sur l'exécution des opérations de fin de gestion et d'inventaire en comptabilité d'exercice	L'instruction relative à l'exécution des opérations de fin de gestion et d'inventaire en comptabilité d'exercice est mise en œuvre.	<b>FIC 1.3.1 and PEFA PI- 27</b> : Rapports budgétaires en cours d'année. <b>Champ d'application</b> : Les informations sur l'exécution du budget sont complètes, précises et opportunes. La cohérence des rapports budgétaires en cours d'année avec la couverture et la classification budgétaires, facilite le suivi de la performance budgétaire.	L'instruction relative à l'exécution des opérations de fin de gestion et d'inventaire en comptabilité d'exercice est élaborée.	Mai-juil 2019	1	0	2	3	
Côte d'Ivoire	Appuyer l'élaboration des nouveaux états financiers	Les nouveaux états financiers sont produits conformément à la réglementation.	<b>FIC 1.3.1 and PEFA PI- 27</b> : Rapports budgétaires en cours d'année. <b>Champ d'application</b> : Les informations sur l'exécution du budget sont complètes, précises et opportunes. La cohérence des rapports budgétaires en cours d'année avec la couverture et la classification budgétaires, facilite le suivi de la performance budgétaire.	L'instruction relative à la l'élaboration des états financiers est disponible.	Nov 2019-janv 2020	1	2	2	5	

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020

Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Appuyer la revue qualité du cahier des charges d'informatisation de la comptabilité générale de l'État	La qualité du cahier des charges d'informatisation de la comptabilité de l'État est améliorée.	<b>FTC 1.3.1 and PEFA PI- 27</b> : Rapports budgétaires en cours d'année. <b>Champ d'application</b> : Les informations sur l'exécution du budget sont complètes, précises et opportunes. La cohérence des rapports budgétaires en cours d'année avec la couverture et la classification budgétaires, facilite le suivi de la performance budgétaire.	Le cahier des charges d'informatisation de la comptabilité générale de l'État est révisé et amélioré.	Août-oct 2019	1	2	0	3	En liaison avec le projet d'appui de l'Union européenne
Guinée-Bissau	Appuyer la rédaction d'un manuel de procédures comptables pour la Trésorerie générale (TG)	Le manuel de procédures comptables de la TG est disponible.	<b>FTC 1.3.1 and PEFA PI- 27</b> : Rapports budgétaires en cours d'année. <b>Champ d'application</b> : Les informations sur l'exécution du budget sont complètes, précises et opportunes. La cohérence des rapports budgétaires en cours d'année avec la couverture et la classification budgétaires, facilite le suivi de la performance budgétaire.	Le manuel de procédures comptables de la TG est disponible.	Mai - juillet 2019	1	0	2	3	
Guinée-Bissau	Appuyer la mise en œuvre du compte unique du Trésor	Le compte unique du Trésor est créé et opérationnel.	<b>PEFA PI-20</b> : Comptabilisation des recettes. <b>Champ d'application</b> : Les recettes fiscales et non fiscales sont déposées dans un compte unique du Trésor, comptabilisées selon des procédures transparentes.	Le compte unique du Trésor est créé.	Fév.-avr. 2020	1	1	2	4	
Mali	Appuyer l'assainissement des comptes de la balance générale des comptes de l'État	La qualité de la balance générale des comptes est améliorée.	<b>FTC 1.3.1 and PEFA PI- 27</b> : Rapports budgétaires en cours d'année <b>Champ d'application</b> : Les informations sur l'exécution du budget sont complètes, précises et opportunes. La cohérence des rapports budgétaires en cours d'année avec la couverture et la classification budgétaires, facilite le suivi de la performance budgétaire.	Le plan d'assainissement de la balance des comptes est disponible.	Fév.-avr. 2020	1	2	0	3	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Appuyer la revue de qualité des procédures de comptabilisation de la dette	Les procédures de comptabilisation de la dette sont améliorées.	<b>FTC 1.3.1 and PEFA PI- 27</b> : Rapports budgétaires en cours d'année. <b>Champ d'application</b> : Les informations sur l'exécution du budget sont complètes, précises et opportunes. La cohérence des rapports budgétaires en cours d'année avec la couverture et la classification budgétaires, facilite le suivi de la performance budgétaire.	Les procédures de comptabilisation de la dette sont documentées.	Nov. 2019- jan. 2020	1	2	2	5	
Niger	Appuyer l'élaboration du nouveau PCE et coordination avec la nomenclature budgétaire	Le projet de PCE et la nomenclature budgétaire sont articulés et adoptés	<b>FTC 1.3.1 and PEFA PI- 27</b> : Rapports budgétaires en cours d'année. <b>Champ d'application</b> : Les informations sur l'exécution du budget sont complètes, précises et opportunes. La cohérence des rapports budgétaires en cours d'année avec la couverture et la classification budgétaires, facilite le suivi de la performance budgétaire.	Le projet de PCE est élaboré et articulé avec la nomenclature budgétaire.	Nov. 2019- jan. 2020	1	2	2	5	
Sénégal	Appuyer l'élaboration des nouveaux états financiers	Les nouveaux états financiers sont produits régulièrement.	<b>FTC 1.3.1 and PEFA PI- 27</b> : Rapports budgétaires en cours d'année. <b>Champ d'application</b> : Les informations sur l'exécution du budget sont complètes, précises et opportunes. La cohérence des rapports budgétaires en cours d'année avec la couverture et la classification budgétaires, facilite le suivi de la performance budgétaire.	Les nouveaux états financiers sont élaborés.	Août - oct. 2019	1	2	2	5	
Togo	Appuyer la constitution du bilan d'ouverture de l'État	Le bilan d'ouverture est produit.	<b>FTC 1.3.1 and PEFA PI- 27</b> : Rapports budgétaires en cours d'année. <b>Champ d'application</b> : Les informations sur l'exécution du budget sont complètes, précises et opportunes. La cohérence des rapports budgétaires en cours d'année avec la couverture et la classification budgétaires, facilite le suivi de la performance budgétaire.	La méthodologie du bilan d'ouverture est disponible.	Nov. 2019- jan. 2020	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Gestion des dépenses publiques - Comptabilité & Trésor**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
UEMOA	Renforcer les capacités des professionnels des finances publiques de l'espace UEMOA	Les professionnels des FP s'approprient les bonnes pratiques dans le cadre de leurs rencontres statutaires et des notes techniques sur les nouvelles problématiques.	Les kits de formations	La capacité des participants est renforcée.	Août 2019-avril 2020	1	1	0	2	
Pays membres Séminaire	Organiser un séminaire sur le thème : Vers une meilleure intégration de la gestion de la trésorerie et de la gestion de la dette	Les participants se sont approprié les modalités et les outils d'une meilleure intégration de la gestion de la trésorerie et de la dette.	Les kits de formations	La capacité des participants est renforcée.	Juillet 2019	1	1	1	3	En liaison avec le conseiller Dette
Pays membres Stage	Préparer et superviser un voyage d'études au Cameroun sur la mise en œuvre du CUT et l'organisation de la gestion de la trésorerie	La capacité des stagiaires est renforcée dans le domaine du CUT et de la gestion de la trésorerie.	Les documents de mission	La capacité des participants est renforcée.	Août 2019-jan. 2020	1	0	0	1	
Pays membres Séminaire	Faire en sorte que le conseiller participe à la présentation d'un thème touchant à la gestion des investissements publics	Les participants se sont approprié les problématiques liées à la gestion des investissements publics.	Les kits de formations	La capacité des participants est renforcée.	Juin 2019	1	1	0	2	
<b>Total</b>						<b>18</b>	<b>23</b>	<b>23</b>	<b>64</b>	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Statistiques des finances publiques**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	<p><i>Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014.</i></p> <p>Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, sécurité sociale, unités extrabudgétaires, collectivités locales) et production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)</p>	Des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique et de la situation consolidée sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 ; la situation de la dette, des flux de trésorerie est produite régulièrement. et les sources de données sont identifiées pour la production du bilan financier	Disposer des tables de passages de tous les sous-secteurs et des versions préliminaires de statistiques des différents sous-secteurs	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014, ainsi que la situation consolidée des administrations publiques (décembre 2019).	18-28 juin 2019	1	2	2	5	
Burkina Faso	<p><i>Les données de l'administration publique sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014</i></p> <p>Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, unités extrabudgétaires, sécurité sociale et collectivités locales) et des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)</p> <p>Proposer une ébauche du compte de patrimoine avec une année de référence</p>	Des statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites conformément au MSFP 2001/2014 ; ainsi que celles de la situation consolidée de l'administration publique. La situation de la dette et des flux de trésorerie est produite régulièrement et des ébauches du bilan financier et du compte de patrimoine sont proposées.	Disposer des tables de passages des quatre sous-secteurs suivants : administration publique centrale budgétaire, collectivités locales, unités extrabudgétaires et sécurité sociale et du TOF consolidé expérimental de l'administration publique	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 (décembre 2019).	9-19 juillet 2019	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Statistiques des finances publiques**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	<p><b>Les données de l'administration publique sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture du MSFP 2001/2014 :</b> Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, unités extrabudgétaires, sécurité sociale et collectivités locales) et des autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier) Proposer une ébauche du compte de patrimoine avec une année de référence</p>	<p>Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites conformément au MSFP 2001/2014 ; et celles de la situation consolidée de l'administration publique également. La situation de la dette, des flux de trésorerie est produite régulièrement et des ébauches du bilan financier et du compte de patrimoine sont proposées.</p>	<p>Disposer des tables de passages de 4 sous-secteurs suivants : administration publique centrale budgétaire, collectivités locales, unités extrabudgétaires et sécurité sociale, et du TOF consolidé expérimentale de l'administration publique</p>	<p>Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 (décembre 2018).</p>	30 juil.- 9 août 2019	1	2	2	5	
Guinée	<p><b>Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :</b> Élargir le champ de couverture des SFP aux sous-secteurs de la sécurité sociale et identifier les sources de données pour les autres sous-secteurs. Élaborer la situation des flux de trésorerie, de la dette de l'administration publique centrale budgétaire</p>	<p>Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont finalisées et produites selon le MSFP 2001/2014 ; un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette) est élaboré et adopté.</p>	<p>Signature de l'arrêté portant création du comité des statistiques des finances publiques ; disponibilité du TOFE de l'exercice 2017 selon le MSFP 2001/2014</p>	<p>Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont produites conformément au MSFP 2001/2014 (décembre 2019).</p>	20-30 août 2019	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Statistiques des finances publiques**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	<i>L'environnement juridique / institutionnel est propice à la compilation et à la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières :</i> Aider l'équipe chargée des statistiques des finances publiques pour la conduite des travaux de migration au MSFP 2001/2014. Affiner les tables de passage du TOFE de l'administration publique centrale budgétaire et du sous-secteur de la sécurité sociale ; Élaborer la situation des flux de trésorerie, de la dette de l'administration publique centrale budgétaire	Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale selon le MSFP 2001/2014 sont finalisées et produites ; un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette) est élaboré et adopté.	Disponibilité d'un plan d'actions pour la conduite des travaux de migration aux normes du MSFP 2001/2014	Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire et de la sécurité sociale sont produites conformément au MSFP 2001/2014 (mars 2020).	3-14 fév. 2020	1	1	1	3	
Guinée-Bissau	<i>Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :</i> Poursuivre les travaux d'élargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteur des unités extrabudgétaires et affinement des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales et sécurité sociale) ; Améliorer les autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales et sécurité sociale) sont affinées et une version expérimentale du TOF du sous-secteur des unités extrabudgétaires est produite selon le MSFP 2001/2014. Les autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, ébauche bilan financier) sont produits.	Disponibilité des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales, et de la sécurité sociale de l'exercice 2017	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales et sécurité sociale) sont finalisées (avril 2020).	10-20 sept. 2019	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Statistiques des finances publiques**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée-Bissau	<i>Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :</i> Poursuivre les travaux d'élargissement du champ de couverture des SFP au sous-secteur des unités extrabudgétaires et affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales et sécurité sociale) ; Améliorer les autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales et sécurité sociale) sont affinées et une version expérimentale du TOF du sous-secteur des unités extrabudgétaires est produite selon le MSFP 2001/2014. Les autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, ébauche bilan financier) sont produits.	Disponibilité des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales, et de la sécurité sociale de l'exercice 2017	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales et sécurité sociale) sont finalisées (avril 2020).	16-27 mars 2020	1	2	2	5	
Mali	<i>Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :</i> Affiner les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (central, sécurité sociale, unités extrabudgétaires, collectivités locales) et produire les autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 ; la situation de la dette, des flux de trésorerie est produite régulièrement et les sources de données pour la production du bilan financier sont identifiées.	Disponibilité des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales, des unités extrabudgétaires et de la sécurité sociale de l'exercice 2017	Les statistiques des différents sous-secteurs de l'administration publique sont produites à titre expérimental conformément au MSFP 2001/2014 (décembre 2018).	1 <sup>er</sup> -11 octobre 2019	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Statistiques des finances publiques**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	<p><i>Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :</i> Affiner la table de passage de l'administration publique centrale budgétaire et produire les ébauches de tables de passages des autres sous-secteurs de l'administration publique (sécurité sociale, collectivités locales) et produire les autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette, bilan financier)</p>	<p>La table de passage de l'administration publique centrale budgétaire est finalisée et des versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014, tout comme les situations de la dette publique et des flux de trésorerie de l'administration publique centrale budgétaire</p>	<p>Production des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, la table de passage du sous-secteur des collectivités locales ainsi que la situation de la dette selon le MSFP 2001/2014</p>	<p>La table de passage de l'administration publique centrale budgétaire est finalisée et les versions expérimentales des statistiques des sous-secteurs des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2001/2014 (mars 2019).</p>	22 oct-1 <sup>er</sup> nov. 2019	1	2	2	5	
Niger	<p><i>Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :</i> Élargir le champ de couverture des SFP ; Élaborer les tableaux du cadre d'analyse minimum</p>	<p>Des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, de la sécurité sociale et des collectivités locales sont finalisées et produites selon le MSFP 2014 ; un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette) est élaboré et adopté.</p>	<p>Disponibilité des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale de l'exercice 2016 et 2017, ainsi que la situation de la dette publique selon le MSFP 2014</p>	<p>Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2014 (mars 2020).</p>	12-22 nov. 2019	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Statistiques des finances publiques**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Niger	<i>Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :</i> Élargir le champ de couverture des SFP ; Élaborer les tableaux du cadre d'analyse minimum	Des versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, de la sécurité sociale et des collectivités locales sont finalisées et produites selon le MSFP 2014 ; un programme de production régulière des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire (situation des flux de trésorerie, de la dette) est élaboré et adopté.	Disponibilité des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale de l'exercice 2016 et 2017, ainsi que de la situation de la dette publique selon le MSFP 2014	Les versions expérimentales des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des collectivités locales et de la sécurité sociale sont produites selon le MSFP 2014 (mars 2020).	Fév. - avr. 2020	1		1	2	
Sénégal	<i>Les données du secteur public sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2014 :</i> Élargir le champ de couverture des SFP et du cadre d'analyse minimum (CAM)	La situation consolidée des statistiques de l'administration publique est produite conformément aux délais de la NSDD. La situation consolidée des statistiques du secteur public est produite et le champ de couverture du CAM est élargi au sous-secteur de l'administration centrale.	Disponibilités des statistiques de tous les sous-secteurs de l'administration publique et de la situation consolidée de l'administration publique de l'exercice 2017. Production des autres tableaux du cadre d'analyse minimum dans les délais de la norme spéciale de diffusion des données TOF du secteur public	La situation consolidée des statistiques de l'administration publique est produite conformément aux délais de la NSDD (avril 2020).	03-14 déc. 2019	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Statistiques des finances publiques**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	<i>Les données sont compilées et diffusées conformément au champ de couverture, la classification et la sectorisation du MSFP 2001/2014 :</i> Élargir le champ de couverture des SFP ; Produire les autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette) ; former les acteurs des finances publiques	La table de passage des tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales) est affinée et finalisée et une ébauche de table de passage est produite pour les statistiques du sous-secteur de la sécurité sociale ; les autres tableaux du cadre d'analyse minimum (flux de trésorerie, situation de la dette) sont produits ; les acteurs des finances publiques sont formés.	Disponibilité des statistiques de l'administration publique centrale budgétaire, des sous-secteurs de la sécurité sociale et des collectivités locales de l'exercice 2017 ainsi que la situation de la dette publique selon le MSFP 2014	Les tables de passage des différents sous-secteurs de l'administration publique (centrale, collectivités locales) sont affinées et une ébauche de table de passage pour les statistiques du sous-secteur de la sécurité sociale est produite (avril 2020).	13-24 janvier 2020	1	2	2	5	
Pays membres Séminaire	<i>Séminaire régional de sensibilisation aux parlementaires, et premiers responsables des ministères et direction générales sur les normes et principes du MSFP 2001/2014 et de la bonne gouvernance</i>	Les décideurs et acteurs des finances publiques sont sensibilisés aux principaux agrégats des finances publiques et aux normes de bonne gouvernance conformément aux normes internationales, et leurs capacités en ces domaines renforcées.	Sensibilisation des décideurs et acteurs des finances publiques aux principaux agrégats des finances publiques et aux normes de bonne gouvernance conformément aux normes internationales, et renforcement de leurs capacités dans ces domaines.	Mise à la dispositions des décideurs et des autorités des pays membres des outils d'analyse et de contrôle des finances publiques	Février 2020	2	1	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Statistiques des finances publiques**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres	<i>Les données sources sont régulièrement évaluées (couverture, erreur d'échantillonnage, erreur de réponse et erreur non liée à l'échantillonnage) et les évaluations sont surveillées et rendues disponibles pour guider les processus statistiques</i> Assurer un suivi trimestriel à distance des matrices d'actions élaborées dans les différents pays et la production de versions expérimentales des statistiques selon le MSFP 2001/2014	Mise en œuvre Les matrices d'action sont mises en œuvre et les statistiques produites dans les pays de l'AFRITAC de l'Ouest sont affinées.	Disponibilité des plans d'actions et échanges par courriels et appels téléphoniques avec les points focaux techniques		Nov. 2019- jan. 2020 ; Fév.-avr. 2020	2		2	4	
Organisations régionales	<i>Compilation et diffusion de statistiques macroéconomiques et financières harmonisées au niveau régional</i> Participer aux réunions de l'Observatoire des finances publiques de l'UEMOA	AFW contribue au renforcement des capacités des acteurs des finances publiques de la zone UEMOA.			Mai 2019-avr. 2020	1	1		2	
Organisations régionales	<i>Compilation et diffusion de statistiques macroéconomiques et financières harmonisées au niveau régional</i> Élaborer des statistiques consolidées des pays AFW et de la zone UEMOA	Les statistiques consolidées des opérations financières des pays AFW et UEMOA sont mises à la disposition du département Afrique et d'autres institutions.			Mars 2020	1			1	
Togo/ Guinée/Guinée- Bissau/ Stage	<i>La capacité du personnel a augmenté grâce à la formation, en particulier au développement des données de base, des méthodes de compilation et de la diffusion</i> Renforcer les capacités dans la gestion des entreprises publiques et des établissements publics nationaux.	Un document de politique et de stratégies de gestion et de suivi des entreprises à participation financière publique et des établissements publics nationaux est élaboré.	Tenue du stage et disponibilité du rapport de stage		Fév.-avr. 2020	1			1	
<b>Total</b>						<b>20</b>	<b>25</b>	<b>28</b>	<b>73</b>	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
Statistiques du secteur réel

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Finalisation des CNA 2015-2016 et la réropolation	Les CNA 1982-2016 sont élaborés selon le SCN 2008 et la base 2015.	Les comptes nationaux renouvelés et compilés selon le SCN 2008 sont disponibles pour la période 1982-2016.	Les comptes financiers 2015/2016 sont disponibles ; 9/30/2019 ; Une série réropolée 1999-2016 conforme au SCN 2008 est disponible (31/12/2019).	Mai-juil. 2019	1	2	2	5	
Bénin	Mise en place du dispositif des CNT	Une série de PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	La série 2017-2019 du PIB trimestriel est disponible. Les techniques préconisées par le manuel des CNT sont appliquées (Denton, Cholette-Dagum, XLPBM, etc.).	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Fév.-avr. 2020			2	2	
Burkina Faso	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Appui à la mise en place des comptes financiers	Les données sont compilées et diffusées selon la couverture et le champ du SCN 2008 (secteur financier).	Les comptes du secteur financier sont disponibles.	Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles.	Août-oct. 2019	1	2	2	5	
Burkina Faso	Amélioration du dispositif des CNT : mise en œuvre du manuel des CNT de 2017	Une série de PIB trimestriel conforme aux SCN 2008 est disponible.	La série 2017-2019 du PIB trimestriel est disponible. Les techniques préconisées par le manuel des CNT sont appliquées (Denton, Cholette-Dagum, XLPBM, etc.).	Les indicateurs de haute fréquence (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Fév.-avr. 2020		1		1	
Côte d'Ivoire	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Élaboration des CNA 2015	Les CNA 2015 sont élaborés.	Les comptes nationaux renouvelés et compilés selon le SCN 2008 sont disponibles pour l'année de base 2015.	Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.	Mai-juil. 2019	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Statistiques du secteur réel**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Côte d'Ivoire	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Élaboration des CNA 2016 et rétropolation	Les CNA 1996-2016 sont élaborés.	Les comptes nationaux rénovés et compilés selon le SCN 2008 sont disponibles sur la période 1996-2016.	Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.	Août-oct. 2019	1		2	3	
Côte d'Ivoire	Amélioration du dispositif des CNT : désaisonnalisation et migration de la série vers le SCN 2008	Une série de PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	La série 1996-2018 désaisonnalisée est élaborée. La série 2017-2019 du PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est élaborée. Les techniques préconisées par le manuel des CNT sont appliquées (Denton, Cholette-Dagum, XLPBM, etc.) ;	Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles. Les IHF sont désaisonnalisés et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Fév.-avr. 2020		1	0	1	
Guinée	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Élaboration des CNA 2015	Les CNA 2015 sont élaborés.	Les comptes nationaux rénovés et compilés selon le SCN 2008 sont disponibles pour l'année 2015.	Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.	Nov. 2018-jan. 2019	1		2	3	
Guinée	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Élaboration des CNA 2016 et rétropolation	Les CNA 1996-2016 sont élaborés.	Les comptes nationaux compilés selon le SCN 2008 sont disponibles pour l'année 2016.	Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.	Mai-juil 2019	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Statistiques du secteur réel**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Mise en place du dispositif des CNT	Une série de PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est élaborée.	La série du PIB trimestriel est disponible sur la période 2006-2019.	La série de PIB trimestriel 2006-2017 conforme au SCN 1993 est élaborée. Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IPI, ICA) sont disponibles.			1		1	
Guinée-Bissau	Élaboration des comptes nationaux 2017-2018 selon le SCN 2008	Les CNA 2017-2018 sont élaborés.	Les comptes nationaux rénovés et compilés selon le SCN 2008 sont disponibles pour les années 2017 et 2018.	La maquette des comptes provisoires est adaptée au SCN 2008 (juillet 2019). Les sources de données ont été collectées et traitées (juillet 2019).	Mai-juil 2019	1		2	3	
Guinée-Bissau	Mise en place du dispositif des CNT	Une série de PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	La série du PIB trimestriel est disponible sur la période 1997-2019.	Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IPI, ICA) sont disponibles.	Août-oct. 2019		1	1	2	
Mali	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Élaboration des CNA 2015	Les CNA 2015 sont élaborés.	Les comptes nationaux rénovés et compilés selon le SCN 2008 sont disponibles pour l'année 2015	Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.	Mai-juil. 2019	1	2		3	
Mali	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : Élaboration des CNA 2016 et rétropolation	Les CNA 1997-2016 sont élaborés.	Les comptes nationaux rénovés et compilés selon le SCN 2008 sont disponibles pour la période 1997-2017.	Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008. La méthodologie de la rétropolation est préparée.	Nov. 2019-jan. 2020	1	2		3	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Statistiques du secteur réel**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mali	Amélioration du dispositif des CNT : désaisonnalisation et migration de la série vers le SCN 2008	Une série de PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	La série du PIB trimestriel est disponible sur la période 2004-2019.	Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles. Les IHF sont désaisonnalisés et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Nov. 2019- jan. 2020		1		1	
Mauritanie	Mise en place année de base 2014 selon le SCN 2008 : appui à la mise en place des comptes financiers	Les données sont compilées et diffusées selon la couverture et le champ du SCN 2008 (secteur financier).	Les comptes du secteur financier sont disponibles.	Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles.	Août- oct. 2019	1		2	3	
Mauritanie	Mise en place du dispositif des CNT	Une série de PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	La série du PIB trimestriel est disponible sur la période 2006-2019.	La série de PIB trimestriel 2006-2017 conforme au SCN 1993 est élaborée. Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IPI, ICA) sont disponibles.	Nov. 2019- jan. 2020		1	1	2	
Niger	Mise en place année de base 2015 selon le SCN 2008 : appui à la mise en place des comptes financiers	Les données sont compilées et diffusées selon la couverture et le champ du SCN 2008 (secteur financier).	Les comptes du secteur financier sont disponibles.	Les tables de correspondance entre les sources de données et les comptes financiers sont disponibles.	Fév.- avr. 2020	1		2	3	
Niger	Mise en place du dispositif des CNT	Les sources de données utilisées pour la compilation du PIB trimestriel sont adéquates.	La série du PIB trimestriel est disponible sur la période 2006-2019.	Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles. Les IHF sont désaisonnalisés et pris en compte dans l'élaboration des CNT.	Août- oct. 2019			2	2	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Statistiques du secteur réel**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Togo	Mise en place année de base 2016 selon le SCN 2008 : élaboration des CNA 2016	Les CNA 2016 sont élaborés.	Les comptes nationaux rénovés et compilés selon le SCN 2008 sont disponibles pour l'année 2016.	Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.	Nov. 2019-jan. 2020	1	2		3	
Togo	Mise en place année de base 2016 selon le SCN 2008 : élaboration des CNA 2017 et rétropolation	Les CNA 2000-2017 sont élaborés.	Les comptes nationaux rénovés et compilés selon le SCN 2008 sont disponibles pour la période 2000-2017.	Les données de base (enquêtes, DSF, comptes de gestion, etc.) sont disponibles et dans un format adapté au SCN 2008.			2		2	
Togo	Amélioration du dispositif des CNT : migration de la série vers le SCN 2008	Une série de PIB trimestriel conforme au SCN 2008 est disponible.	La série du PIB trimestriel est disponible sur la période 2000-2019.	La série de PIB trimestriel 2000-2019 conforme au SCN 1993 est élaborée. Les indicateurs de haute fréquence -IHF- (IPPI, IHPI, ICA) sont disponibles.			1		1	
Pays membres Stage	Organisation, suivi, évaluation de stages/voyages d'études		Le stage a lieu comme prévu.		Nov. 2019-jan. 2020	1			1	
Organisations régionales	Participation au conseil scientifique d'AFRISTAT	La coopération avec les autres partenaires est renforcée.			Août-oct. 2019		0,5		0,5	
Organisations régionales	Participation au séminaire de comptabilité nationale AFRISTAT/Union africaine/UEMOA	La coopération avec les autres partenaires est renforcée.			Août-oct. 2019		1		1	
Pays membres Séminaire	Atelier sur la mise en œuvre du SCN 2008 : rétropolation et mise en place des CNT	Le dispositif de rétropolation est identifié. Les techniques de mise en œuvre des CNT sont	Le séminaire a lieu comme prévu.		Oct.-déc. 2019	1	1	1	3	
<b>Total</b>						<b>15</b>	<b>25,5</b>	<b>29</b>	<b>69,5</b>	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Gestion de la dette publique**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Renforcement de l'intégration de la gestion de la trésorerie avec la gestion de la dette - mission de suivi	Les capacités en matière de préparation, de suivi et de mise à jour du plan de trésorerie et du calendrier d'émission sont renforcées.			Juin-juil. 2019	0,5	2	0	2,5	En collaboration avec le conseiller en gestion de la trésorerie
Burkina Faso	Formation sur l'utilisation du cadre révisé de viabilité de dette	Le nouveau cadre de viabilité de la dette ainsi que l'outil analytique permettant au personnel de mieux apprécier les vulnérabilités, la dynamique de la dette et le risque de surendettement sont mieux connus.			Nov.-déc. 2019	1	2	0	3	En collaboration avec le conseiller de l'analyse macro-budgétaire
Burkina Faso	Évaluation et prise en compte des risques liés aux partenariats public-privé dans la gestion de la dette publique	Les pratiques de gestion de risques des passifs liés aux partenariats public-privé sont renforcées.			Août-oct. 2019	1	2	0	3	En collaboration avec le département MCM
Côte d'Ivoire									0	Les autorités n'ont pas répondu aux requêtes de besoins d'assistance technique.
Guinée	Appui à la formulation et à la mise en œuvre de la stratégie de dette à moyen terme	Le document de la SDMT est produit et fournit des directives claires pour une mise en œuvre efficace et est conforme aux normes internationales.			Oct.-nov. 2019	0,5	2	0	2,5	En collaboration avec le département MCM

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Gestion de la dette publique**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Renforcement de la prévision du service de la dette et de la transparence de gestion de la dette	Les prévisions de service de la dette sont de meilleure qualité. Les rapports réguliers et de meilleure qualité sur la gestion de la dette publique sont disponibles.			Juin-juil. 2019	0,5	0	2	2,5	
Guinée-Bissau	Appui à la préparation du plan annuel de financement	La démarche de préparation du plan annuel de financement est mieux connue.			Juil.-août 2019	0,5	2	2	4,5	
Mali	Appui à l'amélioration des fonctionnalités de la nouvelle application de gestion des données de la dette	Le système de gestion des données de la dette est robuste et facile à utiliser.			Oct.-nov. 2019 Mars-avr. 2020	1	0	4	5	
Mauritanie	Appui à la mise en œuvre de la nouvelle procédure d'émission des titres d'État	Un processus d'émission bien défini pour les titres publics est mis en œuvre.			Juil Août 2019	0,5	1	0	1,5	
Mauritanie	Formation sur la stratégie de dette à moyen terme	Le cadre et l'outil analytique de la SDMT, de l'identification, de l'évaluation et de gestion des risques liés au portefeuille de la dette publique sont mieux connus.			Jan-fév. 2020	1	2	0	3	En collaboration avec le département MCM
Niger	Formation sur l'utilisation du cadre révisé de viabilité de dette	Le nouveau cadre de viabilité de la dette ainsi que l'outil analytique permettant au personnel de mieux apprécier les vulnérabilités, la dynamique de la dette et le risque de surendettement sont mieux connus.			Fév.-avr. 2020	1	2	0	3	En collaboration avec le conseiller de l'analyse macro-budgétaire

AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020

Gestion de la dette publique

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Niger	Renforcement de l'intégration de la gestion de la trésorerie avec la gestion de la dette	Les capacités en matière de préparation, de suivi et de mise à jour du plan de trésorerie et du calendrier d'émission sont renforcées.			Août - sept 2019	1	2	0	3	En collaboration avec le conseiller en gestion de la trésorerie
Sénégal	Formation sur l'évaluation des offres de financement et de garantie	Les services possèdent les compétences nécessaires pour évaluer les offres de financement et les demandes de garantie.			Juil.- août 2019	0,5	1	0	1,5	
Sénégal	Renforcement du cadre de gestion des risques liés au portefeuille de <i>swap</i> de devises	Un manuel sur les procédures de gestion du <i>swap</i> est préparé.			Mars-avril 2020	1	2	2	5	
Togo	Formation sur l'utilisation du cadre révisé de viabilité de dette	Une meilleure connaissance du nouveau cadre de viabilité de la dette ainsi que de l'outil analytique permet au personnel de mieux apprécier les vulnérabilités, la dynamique de la dette et le risque de surendettement.			Nov.- déc. 2019	1	2	0	3	En collaboration avec le conseiller de l'analyse macro-budgétaire
Togo	Renforcement de la prévision du service de la dette et de la transparence de gestion de la dette	Les prévisions de service de la dette sont de meilleure qualité. Les rapports réguliers et de meilleure qualité sur la gestion de la dette publique sont disponibles.			Mai-juin 2019	1	0	2	3	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Gestion de la dette publique**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Agence UMOA-Titres	Appui à la mise à jour du manuel de procédures	Le cadre organisationnel est amélioré et les agents connaissent le processus d'exécution des tâches.			Déc. 2019- Jan. 2020	0,5	0	2	2,5	
CREPMF	Renforcement du dispositif de réalisation des opérations d'émission de titres d'État par placement privé	Un processus d'émission bien défini pour les titres publics est mis en œuvre.			Sep.- oct. 2019	1	1	1	3	
Séminaire régional	Vers une meilleure intégration de la gestion de trésorerie avec la gestion de la dette publique	La connaissance du lien entre la SDMT, le plan annuel de financement, le calendrier d'émission et la gestion de la trésorerie est améliorée.			Juin- juil. 2019	2	1	1	4	En collaboration avec le conseiller en gestion de la trésorerie
<b>Total</b>						<b>16</b>	<b>24</b>	<b>16</b>	<b>56</b>	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Supervision et restructuration bancaires**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires		
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total			
Guinée	Renforcement de la supervision bancaire	<p>La législation et de la réglementation bancaires sont renforcées.</p> <p>Le contrôle sur place et sur pièces est renforcé.</p> <p>Les compétences des agents de la supervision bancaire sont améliorées.</p>	<p>Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bâle III.</p> <p>Le système d'évaluation des risques a été renforcé.</p>	<p>Travaux préliminaires sur la définition des éléments de fonds propres et les exigences de capital.</p> <p>Accompagnement à la mise en œuvre du nouveau plan comptable</p> <p>Poursuite de l'étude sur les pratiques des groupes bancaires présents en Guinée au titre de IFRS 9</p>	Mai-juil. 2019	1	2	2	5			
Guinée					<p>Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bâle III.</p> <p>Le système d'évaluation des risques a été renforcé.</p>	<p>Etudes d'impact adoption Bâle III (fonds propres)</p> <p>Evaluation du système de notation revu des banques</p> <p>Définition des options pour appliquer IFRS 9</p>	août-oct. 2019	1	1	1	3	
Guinée					<p>Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bâle III.</p> <p>Le système d'évaluation des risques a été renforcé.</p>	<p>Accompagnement à la mise en œuvre du nouveau plan comptable</p> <p>Rédaction d'un projet de texte sur les fonds propres révisé</p> <p>Rédaction du cadre d'application IFRS 9</p>	Nov. 2019-jan. 2020	1	2	2	5	
Guinée					<p>Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bâle III.</p> <p>Le système d'évaluation des risques a été renforcé.</p>	<p>Consultation des banques sur le projet de règlement Fonds propres</p> <p>Travaux préliminaires sur la révision du calcul des actifs nets pondérés.</p>	Fév.-avr. 2020	1	1	1	3	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Supervision et restructuration bancaires**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Renforcement de la supervision bancaire	Le dispositif législatif et réglementaire des établissements de crédit a été renforcé. Le contrôle sur pièces et sur place a été renforcé. Les compétences des agents de la supervision bancaire ont été améliorées.	Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bâle III. Les régulations sur le risque de liquidité sont conformes aux standards de Bâle III. Le système d'évaluation des risques a été renforcé.	Finalisation des cadres de <i>reporting</i> pour la solvabilité et la liquidité. Accompagnement des parties prenantes à la transition vers le nouveau système prudentiel. Support aux études de banques Support à la définition du programme d'enquêtes	Mai-juil. 2019	1	2	2	5	
Mauritanie			Les régulations sur le risque de liquidité sont conformes aux standards de Bâle III. Les réglementations pour mesurer et gérer les risques sont adoptées. Le système d'évaluation des risques a été renforcé.	Accompagnement des parties prenantes lors de la transition vers le nouveau système prudentiel Revue de la réglementation sur la concentration et les transactions avec les parties liées.	Nov. 2019-jan. 2020	1	2	2	5	
Mauritanie			Les régulations sur les fonds propres et les exigences minimales sont en ligne avec les standards de Bâle III. Les compétences des superviseurs sont améliorées.	Travaux préliminaires sur l'adoption d'un ratio de transformation. Formation à la supervision par les risques.	Fév.-avr. 2020	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Supervision et restructuration bancaires**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Organisations régionales	BCEAO-SGCBU Renforcement de la supervision bancaire	Le dispositif législatif et réglementaire des établissements de crédit est renforcé.  Le contrôle sur pièces et sur place est renforcé.  Les compétences des agents de la supervision bancaire sont améliorées.	Des processus de supervision basés sur les risques sont en place. Des réglementations relative à la liquidité sont en ligne avec les règles de Bâle III.	Assistance sur le dispositif de traitement des banques systémiques.	Mai-juil. 2019	1	2	2	5	
Organisations régionales			Des processus de supervision basés sur les risques sont en place.	Élaboration d'une méthodologie de contrôle sur place en matière de lutte contre le blanchiment et de financement du terrorisme	Nov. 2019-jan. 2020	1	1	1	3	
Organisations régionales			Des processus de supervision basés sur les risques sont en place.	Élaboration d'une méthodologie de contrôle sur place en matière de risques informatiques des banques	Fév.-avr. 2020	1	1	1	3	
Organisations régionales	Mise en place d'un dispositif de supervision des entités de marché.	On procède à la refonte du règlement général du CREMPF. Les normes comptables et prudentielles pour les entités de marché et la supervision par les risques sont définies. Les capacités sont renforcées.	Dispositif de supervision adapté Rédaction de dispositions réglementaires	Définition des dispositions comptables applicables aux entités de marchés Revue des dispositions prudentielles et élaboration des projets de textes Développement d'un outil de notation des entités de marché	Août-oct. 2019	1	2	2	5	
Organisations régionales			Dispositif de supervision adapté Rédaction de dispositions réglementaires	Définition de dispositions comptables applicables aux entités de marchés Revue des dispositions prudentielles et élaboration des projets de textes Développement d'un outil de notation des entités de marché	Nov. 2019-jan. 2020	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**

**Supervision et restructuration bancaires**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Organisations régionales	Formation CB-UMOA	Renforcement des capacités	Les superviseurs ont les capacités pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques.	Contrôle du risque de crédit	Nov. 2019- jan. 2020	2	1	1	4	
Pays membres Stage	Formation par les pairs	Capitalisation d'expériences étrangères	Les superviseurs ont les capacités pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques.	Visite d'étude de la banque centrale de Guinée auprès de la BCEAO sur la gestion de la plateforme de collecte des données des banques de l'UMOA	Fév.-avr. 2020	1	0	0	1	
Pays membres Séminaire	Séminaire régional	Les capacités des participants sont renforcées sur la cybercriminalité.	Les superviseurs ont les capacités pour mettre en œuvre la supervision basée sur les risques.		Août-oct. 2019	1	1	0	2	
Organisations régionales	Mission sur le secteur financier - art. IV UMOA	Évaluation des besoins d'assistance technique			Jan.-mars 2020	1	1	0	2	
<b>Total</b>						<b>17</b>	<b>23</b>	<b>21</b>	<b>61</b>	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Analyse macroéconomique et budgétaire**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Bénin	Renforcement des indicateurs à haute fréquence	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI - 14.1 et PI-14.2.	Les indicateurs de suivi de la conjoncture du secteur informel sont améliorés. Le contenu de la note d'analyse de la conjoncture du secteur informel est amélioré.	Mai-juil. 2019	0,5	0	2	2,5	
Burkina Faso	Renforcer le dispositif et les outils de projection des recettes	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.2	Les spécifications d'un dispositif de prévision des recettes sont déterminées. Un plan de renforcement des outils de prévision des recettes est validé.	Nov. 2019-jan. 2020	1	2	2	5	
	Analyse de la viabilité de la dette	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI - 14.1 PI-14.2 et PI-14.3 ; PEFA PI-13.3	Un modèle de projection à long terme robuste est élaboré et sert de base pour les analyses de viabilité de la dette. Le cadrage macro-budgétaire est lié au cadre de viabilité de la dette.	Nov. 2019-jan. 2020	1	2	2	5	
Côte d'Ivoire	Utilisation des comptes nationaux trimestriels pour les prévisions macroéconomiques	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI - 14.1 PI-14.2 et PI-14.3 ; PEFA PI-13.3	Les estimations sur les années n-1 et les prévisions sur l'année n du cadrage sont cohérentes avec les résultats des comptes nationaux trimestriels.	Août-oct. 2019	0,5	2	2	4,5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Analyse macroéconomique et budgétaire**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Guinée	Renforcer le dispositif et les pratiques de cadrage macroéconomique et budgétaire et de prévision de recettes fiscales	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1 ; PI-14.2 et PI-14.3	La note de cadrage macroéconomique et budgétaire comprend (1) des scénarios d'aléas en même temps que le scénario de base et est intégrée dans la documentation budgétaire et (2) les analyses des écarts entre prévisions macroéconomiques et réalisations ou prévisions révisées. Les spécifications d'un dispositif de prévision des recettes budgétaires sont déterminées.	Fév. 2019-avr. 2020	1	1	2	4	
Guinée-Bissau	Intégration des nouvelles séries de comptes nationaux dans TCHINTCHOR	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.1.	Le modèle TCHINTCHOR intègre le TRE élaboré sur la base du SCN 2008 sur l'année de base 2015.	Mai-juillet 2019	1	1	2	4	
Mali	Renforcer le dispositif de cadrage et l'appropriation du modèle de prévision macro-économique MME_DNPD	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1.	Les cadres de la DNPDP utilisent le modèle MME_DNPD dans le cadre de la préparation du budget. Une note de cadrage macroéconomique est mise en place. Les capacités des membres du comité de cadrage macroéconomique et budgétaire sont renforcées en matière de bonnes pratiques de cadrage.	Mai-juillet 2019	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Analyse macroéconomique et budgétaire**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Mauritanie	Mise en place d'un modèle macroéconomique	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.1.	Un modèle macroéconomique couvrant les quatre secteurs est opérationnel	Mai-juil. 2019	1	2	2	5	Avec un cadre national
Niger	Intégration des nouvelles séries de comptes nationaux dans AYOROU	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.1.	Le modèle TCHINTCHOR intègre le TRE élaboré sur la base du SCN 2008 sur l'année de base 2015	Août-oct.2019	1	2	2	5	
Niger	Mise en place d'un dispositif de prévision des recettes budgétaires	Un dispositif de prévision des recettes budgétaires est disponible.	PEFA PI-14.2	Les spécifications d'un dispositif de prévision des recettes budgétaires sont déterminées	Mai-Juil. 2019	1	2	2	5	
Sénégal	Élaboration d'un modèle de projections macroéconomiques basé sur le TRE	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.1.	Un modèle macroéconomique avec un module TRE couvrant les quatre secteurs est élaboré	Août-Oct. 2019	1	2	2	5	
Togo	Renforcer la pratique du cadrage macroéconomique avec PRECOMAT 3.0	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.1.	Le cadrage macroéconomique et budgétaire est préparé en utilisant le modèle PRECOMAT 3.0.	Fév.-avr. 2020	1	2	2	5	

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Analyse macroéconomique et budgétaire**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires	
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total		
Togo	Renforcer le cadrage budgétaire à moyen terme	Le cadrage macroéconomique à moyen terme et le CDMT global sont crédibles et servent de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14		Les cadrages budgétaires annuels et pluriannuels sont préparés sur base des projections macroéconomiques.	Mai-juil. 2019	1	2	2	5	
Pays membres, voyage d'étude	Renforcer le cadrage macroéconomique et budgétaire	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI-14.			Août-oct. 2019	0,5				Côte d'Ivoire (1), Niger (1), Sénégal (1)
Pays membres, voyage d'étude	Pratique de cadrage macroéconomique et budgétaire (pays hôte : Sénégal)	Le cadrage macroéconomique et budgétaire à moyen-terme est crédible et sert de base à la préparation du budget annuel.	PEFA PI -14.1.			Août-oct. 2019	0,5				Guinée-Bissau (2), Mauritanie (2)
Pays membres, Séminaires	Séminaire sur la conjoncture économique au premier semestre 2019 et sur les prévisions dans les États membres de l'UEMOA, la Guinée et la Mauritanie (avec Afristat et la Commission de l'UEMOA)	Les participants sont formés sur des aspects méthodologiques du suivi de la conjoncture et de cadrage macroéconomiques. Ils échangent également sur les évolutions conjoncturelles récentes dans leur pays et les révisions de leurs dispositifs.	Le séminaire est organisé comme prévu.			Nov. 2019-janv.2020	0,5	1	0	1	Prise en charge des cadres de la Mauritanie (2) et de la Guinée (2) par l'AFRITAC de l'Ouest ; participation du conseiller résident.

**AFRITAC DE L'OUEST : PROGRAMME DE TRAVAIL DETAILLE MAI 2019-AVRIL 2020**  
**Analyse macroéconomique et budgétaire**

Bénéficiaires	Activités programmées					Ressources programmées en semaines-personnes				Commentaires
	Objectifs	Résultats attendus	Indicateurs de résultats	Jalons	Période d'intervention	CR-Abj	CR-Site	ECT, Siège	Total	
Pays membres, Séminaires	Séminaire sur la conjoncture économique au second semestre 2019 et sur les prévisions dans les États membres de l'UEMOA, la Guinée et la Mauritanie (avec Afristat et la Commission de l'UEMOA)	Les participants sont formés sur des aspects méthodologiques du suivi de la conjoncture et de cadrage macroéconomiques. Ils échangent également sur les évolutions conjoncturelles récentes dans leur pays et les révisions de leurs dispositifs.	Le séminaire est organisé comme prévu.		Mai-juil. 2019	0,5	1	0	1	
Pays membres, Séminaires	Atelier de haut niveau sur la gestion et les politiques macroéconomiques	La visibilité du centre est accrue. Les capacités des parlementaires sont renforcées pour la conduite des débats d'orientation budgétaire.	Le séminaire est organisé comme prévu.		Mai-juil. 2019	1	1	1	3	
<b>Total</b>						<b>14</b>	<b>25</b>	<b>26</b>	<b>64</b>	